

## Menace de crise en Israël

UNE fois de plus, la crise rôde en Israël. Une fois de plus, le cabinet d'union nationale, où le Likoud et le Parti travailliste cohabitent vaillamment, est menacé d'écroulement. Mais, à la différence de certaines querelles gouvernementales du passé, celle-ci n'a rien d'une chamaillerie subalterne. Bien au contraire : le limogeage de M. Weizman par M. Shamir - au-delà du désaccord personnel entre deux hommes qui se détestent cordialement - a le mérite d'attirer à nouveau l'attention sur la question centrale, à l'heure actuelle, de tout règlement de paix au Proche-Orient : quel rôle l'OLP peut-elle - ou doit-elle - jouer dans la négociation ?

En chassant M. Weizman du gouvernement, au nom d'une loi « antiterroriste » brandie au gré des circonstances et qui - non sans ironie - transforme cet ancien barbouilleur devenu « colombe » en « collaborateur de l'ennemi », le premier ministre réaffirme avec éclat le credo de la droite en la matière : la centrale palestinienne, estime le Likoud, ne saurait être admise sous aucun prétexte, et à aucun stade, à la table des discussions.

Ce rappel à l'ordre s'adresse en premier lieu aux chefs du Parti travailliste, « avocats de l'ouverture d'un dialogue israélo-palestinien ».

Tacticien retors, M. Shamir met ses partenaires adversaires dans un grand embarras. M. Pérès et ses amis ne peuvent en effet, sans y réfléchir à deux fois, prendre totalement fait et cause pour M. Weizman. Ce dernier ne proclame-t-il pas à l'envi, avec un brin de provocation mais au nom du pragmatisme, qu'Israël doit négocier sans tarder avec son ennemi, en l'occurrence l'OLP ? Il place ainsi en porte à faux un parti travailliste à qui le contrat de gouvernement conclu avec la droite interdit formellement tout contact avec l'organisation de M. Arafat.

MÊME s'ils sont profondément convaincus de l'urgence d'une négociation - avant la voie, à terme, à un compromis territorial, les travaillistes hésiteront à se jeter dans la crise. Car ils n'ont pas les moyens d'en sortir vainqueurs. Après deux ans d'incertitude, la fermeté du maintien de l'ordre dans les territoires occupés, d'ailleurs mis en œuvre par l'un des leurs, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, bénéficie d'un large assentiment populaire. Et c'est un autre ministre travailliste, M. Haïm Bar-Lev, qui défendait samedi bec et ongles ses policiers après la violente - et difficilement excusable - répression d'une manifestation pacifiste et pacifique. Les dures réalités de l'arithmétique électorale ne peuvent que détourner les travaillistes des urnes et les inciter au compromis.

Cette énième crise, quel qu'en soit l'épilogue, devrait être attentivement suivie à Washington. Car elle concerne au premier chef les États-Unis qui, depuis un an, mènent pour leur part un discret dialogue avec l'OLP et tentent, avec le concours de l'Égypte, de poser les jalons d'une négociation israélo-palestinienne. L'intransigeant M. Shamir vient de se rappeler à leur bon souvenir.

Lire nos informations page 6

M 0147 - 102 D - 4.50 F



3790147004500 01020

## Les vœux du président de la République pour la décennie

### M. Mitterrand souhaite une « confédération » européenne avec les pays de l'Est

Consacrant l'essentiel de son message télévisé de fin d'année aux événements en Europe de l'Est « qui dépassent en importance tout ce que nous avons connu depuis la guerre », M. François Mitterrand a souhaité, dimanche 31 décembre, parallèlement au renforcement de la Communauté européenne

à Douze, l'avènement, dans les années 90, d'une « confédération » européenne plus large, englobant les pays de l'Est devenus démocratiques.

A propos de la situation intérieure de la France, il a souhaité que cette dernière « échappe aux entraînements du racisme ».

Les années 90 seront celles de la « confédération » européenne ; tel est du moins le vœu que M. François Mitterrand formule pour le continent tout entier. Le genre de l'allocution télévisée de fin d'année appelle la brièveté, et le président de la République ne s'est guère étendu sur le contenu qu'il donne à ce terme de confédération, seule nouveauté de son message. Il se contente d'y accoler une image, une mise en garde et un constat.

« L'Europe, comme on rentre chez soi, va rentrer dans son histoire et sa géographie », dit-il joyeusement, par quoi il entend qu'elle va se libérer de sa « dépendance » envers les deux superpuissances, qu'un peu bâti-

vement il met dans le même panier. Ce morceau de phrase à lui seul révèle que l'étendue d'un océan sépare l'approche du président français des idées ébauchées, il y a quelques jours à Berlin-Ouest, par le chef de la diplomatie américaine autour de ce qu'il appelait le « nouvel atlantisme ».

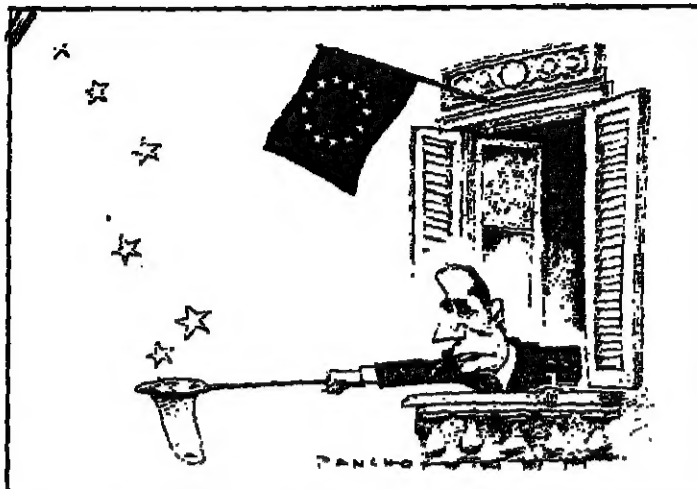
La mise en garde, c'est l'allusion au risque d'un retour « à l'Europe de 1919 ». Les sentiments nationaux que libère l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est portent en eux plusieurs dangers, parmi lesquels M. Mitterrand retient surtout la remise en cause des frontières. Il s'est exprimé à

plusieurs reprises sur le sujet au sommet européen de Strasbourg et dans son interview télévisée du 10 décembre, où il appelait à la vigilance contre l'éclosion de revendications territoriales anarchiques et faisait clairement le partage entre les frontières qui, à ses yeux, sont intangibles et celles qui ne le sont pas.

Le constat enfin, contenu dans le message de Nouvel An du président de la République, c'est que tout reste à inventer. « Des questions nouvelles se posent, dit-il, qui n'auront pas de réponse en un jour. »

CLAIRE TRÉAN

Lire la suite page 5



## Marée noire au Maroc

Plusieurs dizaines de milliers de tonnes de pétrole brut menacent le littoral et les zones de pêche page 7

## Le sort du général Noriega

L'ancien dictateur de Panama pourrait être remis aux nouvelles autorités du pays page 5

## Les casinos « flambent »

L'introduction des machines à sous dans les établissements français : les résultats ont dépassé toutes les prévisions page 7

Le sommaire complet se trouve page 16

## La Roumanie en quête d'un consensus

La nouvelle équipe où se retrouvent opposants et rescapés de l'ancien régime veut montrer sa cohésion

BUCAREST de notre envoyé spécial

Il y a dix jours à peine, il n'existait pas. Aujourd'hui, le Front de salut national (FSN) et plus spécialement sa direction, le Conseil du Front de salut national (CFSN), règne sans partage sur la Roumanie et ses 23 millions d'habitants. La tête a été émise en province des conseils locaux par un électoral imprécis et selon une procédure demeurée inconnue. Non sans raison, des Roumains se sont émus de cette concentration du pouvoir entre les mains d'un organisme de quelque cent cinquante membres

autodésignés, qui a même créé en son sein un bureau exécutif de onze personnes dont tous les noms n'avaient pas été rendus publics le 31 décembre. Ces pouvoirs absolus, emboîtés les uns dans les autres, rappellent trop l'organisation traditionnelle des partis communistes, avec leur comité central et leur bureau politique, pour ne pas avoir suscité des inquiétudes.

Mais, en dehors de quelques intellectuels, la majorité des Roumains se rangent derrière ce Front, ses comités et son bureau exécutif. Ils étaient dans la rue par dizaines de milliers. Ils ont chassé Ceausescu et sa clique et,

avant même d'enterrer leurs morts, ils ont remis le pouvoir à un groupe dont l'unique qualité commune de ceux qui le composent est d'avoir participé à leurs côtés à la chute du tyran. Depuis, confiants ou sceptiques, ils attendent, contemplant sans trop se manifester ce que font de leur pouvoir tout neuf les nouveaux maîtres de la Roumanie.

S'il fallait retenir une première spécificité de la révolution roumaine, c'est bien, une fois passés les premiers jours, l'apparente passivité de ses acteurs.

GEORGES MARION  
Lire la suite page 4

## DEMAIN

Les marchés financiers en 1989

Amorcé en 1982, l'essor économique se poursuit toujours à l'aube des années 90. Jamais les pays industriels n'ont traversé une phase d'expansion aussi longue. Les marchés financiers sont les reflets fidèles de cette époque. Leur prospérité a été sans égale et le demeurera. Presque toutes les places culminent à des niveaux historiques : Paris, Francfort, Londres, New-York, Tokyo, Zurich, Bruxelles, Milan, Amsterdam.

dans le supplément  
Champs économiques

Lire page 16  
la chronique de PAUL FABRA  
« Doit-on avoir peur de l'avenir ? »

## Vivre en Tsar est un art.



## Orchestre cherche chef...

Les musiciens de l'Orchestre national de France alertent l'opinion publique

Les musiciens de l'Orchestre national de France (ONF) sont inquiets : inquiets de se trouver bientôt sans directeur musical, inquiets que leur réputation et leur statut se dégradent, inquiets de ne pas voir se dessiner des projets intéressants pour les prochaines saisons et de leur installation au Théâtre des Champs-Élysées dans des conditions actuellement précaires. Ne pouvant obtenir les réponses qu'ils souhaitent de la direction de Radio-France, ils alertent aujourd'hui l'opinion publique.

La question la plus grave est celle du directeur musical ou du chef permanent. L'ONF n'en a plus depuis le départ de Jean Martinon en 1974 (à l'époque, certains pensaient qu'un bon orchestre n'a besoin que de grands chefs souvent renouvelés pour donner le meilleur de lui-même, comme cela se pratique avec la Philharmonie de Vienne). Et, certes, des chefs « invités privilégiés », comme Bernstein, Celibidache ou Stern, ont fait avec l'ONF des séries de grand éclat, mais cela ne remplaçait pas le travail foncier,

d'entretien et de perfectionnement, réalisé avec un chef permanent.

Dans le même temps, l'Orchestre philharmonique de Radio-France, jusqu'alors dans l'ombre de son aîné, a fait un grand bond en avant grâce à la venue en 1984 de Marek Janowski, qui assume pleinement ses responsabilités, tant comme chef que comme responsable des programmes.

Cette progression du Philharmonique ne pouvait qu'accroître la frustration du National, qui n'avait depuis 1977 qu'un « chef invité », Lorin Maazel, d'ailleurs très aimé des musiciens. Conscients de cette situation, Roland Faure, président de Radio-France, et son directeur de la musique André Jouvé, après avoir cherché en vain un autre candidat, nommaient Lorin Maazel directeur musical de l'Orchestre national en décembre 1987, après une année assez noire.

JACQUES LONCHAMPT  
Lire la suite page 9



## DÉBATS

Au courrier du « Monde » : « Juif : adjectif ou substantif ? »

La série d'articles d'Edgar Morin intitulée « Juif : adjectif ou substantif ? », publiée dans le Monde des 11 et 12 octobre, nous a valu un courrier important. Nous avons choisi de publier plusieurs des textes reçus à cette occasion et de les accompagner d'une courte réponse de l'auteur des articles en question.

## De tout temps...

Les « épinozistes », au sens où l'entend Edgar Morin, ont existé de tout temps. Dans l'Ancien Testament déjà il est question d'Israël qui traitait Moïse d'imposteur (Nombres, chapitre XVI) ; et ces accusations ou ces défactions se répétaient de génération en génération, pendant près de trois millénaires. Spinoza lui-même se montrait sévèrement dur que Morin pour les juifs fidèles à leur tradition (cf. le Traité théologico-politique). Plus près de nous, Karl Marx au XIX<sup>e</sup> siècle, Simone Weil au XX<sup>e</sup>, chacun à sa manière, en faisaient davantage.

Mais qui se souvient encore de tous ces écrits ? Tout se passe comme si, en fin de compte, ils n'avaient fait que fortifier le judaïsme.

LÉON POLIAKOV,  
Directeur honoraire de  
recherche au CNRS.

## Sionisme, mode d'emploi

par Yehoshoua Amishav

L'entre nous, dans mes intentions de traduire ici de la sociologie juive brossée par Edgar Morin, ni même de me mettre à résumer tout ce dont le distingué directeur de recherches au CNRS accuse l'Etat d'Israël, bien qu'il fasse fort sur ce point, lui reprochant même le principe de l'occupation de la Cisjordanie, comme si la guerre des six jours avait éclaté parce que le chef d'état-major de l'armée israélienne avait un planning vide pour la journée du 5 juin 1967, et non parce qu'Israël avait à affronter à l'époque l'ambition déclarée du monde arabe de l'effacer de la carte du monde.

Dans ce qu'il faut bien appeler une diatribe anti-sioniste, motivée, ce n'est que trop évident, par l'image du Juif (mot que j'écris, pour ma part, avec une majuscule) souverain sur son destin, qui dérange Edgar Morin, une phrase cependant indique combien notre auteur perçoit de manière erronée la question sioniste : « On a déjà remarqué la dialectique antisémitisme/sionisme où les antagonistes travaillent dans le même sens : isoler les juifs parmi les nations, négativement dans le cas antisémite en leur retirant tout droit national, positivement dans le cas sioniste en leur donnant une nation propre. »

Lois de vouloir isoler les Juifs parmi les nations, le sionisme est précisément venu réinsérer le peuple juif dans la communauté universelle, en brisant sa condition de soumission, d'angoisse. Jusque-là, le Juif avait eu à subir un sort tout à fait particulier qui, quel que soit le motif originel de l'hostilité à son égard, le confinait au mieux dans la suspicion générale, au pis dans la persécution. Par exemple, là où le socialisme révolutionnaire voyait en lui un magnat capitaliste, les classes réactionnaires le considéraient comme le prototype de l'agitateur révolutionnaire, tout le monde finissant par se

retrouver dans une espèce de psychologie collective dont les conséquences ne sont que trop connues.

C'est précisément à cet infernal enfermement que le sionisme s'est fixé pour but de mettre fin, non pour isoler le peuple juif, mais, au contraire, afin de lui faire reprendre place, la tête haute, dans le concert des peuples.

## Postulat de départ

Edgar Morin évoque d'ailleurs l'opposition féroce de l'orthodoxie juive au début du sionisme, sans saisir que la source majeure de cette attitude résidait précisément dans cette volonté du sionisme de réinsérer le peuple juif dans le siècle, d'égal à égal avec les autres peuples, dans une structure étatique qui, par la force des choses, serait moins dépendante de l'autorité rabbinique que telle ou telle communauté juive diasporique, apeurée en ce début de siècle marqué par l'affaire Dreyfus et les pogroms de Kichinev, et cherchant refuge et réconfort dans la foi.

C'est si vrai que Théodore Herzl

avait déjà fixé à l'Etat juif, qui n'existait encore que dans son imagination prophétique, des objectifs tout concrets. Dans son utopie *Terre nouvelle*, *Terre nouvelle*, par exemple (parue en 1902), il indiquait comme objectif majeur pour l'Etat à naître de se dévouer corps et âme à la libération des Noirs d'Afrique de l'esclavage et de la misère. Tel est l'esprit qui animait le sionisme, tel est son postulat de départ : ce n'est qu'une fois sa libération nationale accomplie que le peuple juif pourrait s'ouvrir à l'humanité.

Là où l'antisémitisme est idéologie d'exclusion, le sionisme porte le message de l'intégration. Il suffit aujourd'hui de visiter l'un des centres d'études d'Israël ou des milliers de stagiaires venus du monde entier, et particulièrement du tiers-monde, se perfectionnant en sciences, en médecine ou en agriculture pour saisir ce que le sionisme a apporté, et pas seulement au peuple qu'il était venu libérer de ses chaînes.

Yehoshoua Amishav est premier secrétaire de l'ambassade d'Israël à Paris.

## De joyeuses exceptions à la règle

par Jean-Pierre Fresco

UNE mâle-chance n'a fait naître judéo-espagnol par mon père et chrétiano-nivernais par ma mère. Cette singulière condition génétique et culturelle qui me faisait juif pour les gentils et non-juif pour les juifs c'est-à-dire à demi-juif n'a eu, pour moi, que des conséquences positives et tout à la fois - ne pouvait que me conduire à la lecture d'une part et à la psychanalyse de l'autre. C'est dire, cher monsieur Morin, que je me retrouve profondément dans votre superbe analyse, à laquelle je crois cependant pouvoir apporter une modeste contradiction.

Tout ce que vous écrivez dans cet article est en effet non seulement d'une parfaite pertinence mais aussi d'un courage qui réchauffe le cœur et satisfait l'esprit (particulièrement en ce qui concerne l'attitude de l'Etat d'Israël). Pourtant, vous censurez à mon avis quelque chose de fondamental au sens strict c'est-à-dire qui fonde - au moins partiellement - la question juive : c'est qu'il n'est pas exact que ce sentiment si fort d'identité et de singularité de cette ethnie ait un substratum neuro-biologique - pas au point, bien sûr d'en faire une race au sens anthropologique mais une particularité biogénétique ou plutôt une particularité neuro-biologique s'exprimant

par une particularité culturelle - et je sais, comme vous, qu'il ne faut pas dire des choses pareilles... Et pourtant : je puis vous affirmer qu'un grand nombre de monosémites, d'extrême droite, ont écrit, mais pas c'est une autre affaire - l'intime et profonde perception de ma singularité d'individu en son identité juive (à laquelle je ne me réduis bien évidemment pas).

Plus cru encore, je vous pose la question : pourquoi votre dernier livre sur Vidal et les siens, qui exprime et extériorise votre propre identité juive ? Votre père était de Salpêtrière, le mien d'Alban et leur parenté bien plus qu'historique et culturelle, tous deux descendant de ce peuple hébreu qui tint tant à pratiquer l'endogamie... Encore : pourquoi le premier et superbe roman de Jacques Attali est-il *Le Juif*, pétri, nourri, obsédé de destinée juive et de références multiples à ce peuple et à cette tradition si singulière ? Plus cru encore : pourquoi le Livre et la Loi, pourquoi Jésus et Paul, Maimonide et Spinoza, Freud et Einstein, pourquoi la virtuosité même de l'expression même contredit sans le vouloir ce que vous contents affirmez ? Flagrante disproportion entre la taille de ce petit peuple et sa contribution à la pensée des hommes !

Non, monsieur Morin, il y a bien une essence juive qui s'explique en la forme, la singularité et la force de ce groupe humain qui en a toujours eu une irréductible conscience et ne s'est jamais fondu dans les ethnies d'accueil. Vous et moi, monsieur Morin, faisons exception à cette règle. Il n'est d'ailleurs pas exclu que nous soyons appelés à faire des émules car le destin du peuple juif n'a déjà été que trop tragique quand il s'est cramponné à son inviolable identité.

Marié moi-même à une gentille, je me savais déjà spinoziste, me voilà désormais spinoziste, avec vous et avec bonne humeur... Alors, juif : adjectif ou substantif ? Ni l'un ni l'autre et les deux à la fois : substance adjectivante (qui ajoute quelque chose), et adjectif substantif (comme on dit « le Juif »), complexe donc, illustrant le concept d'unicité qu'a inventé un jour un certain Edgar Morin.

Jean-Pierre Fresco est médecin.

## Acteur !

par André Wormser

DANS l'un des ouvrages de M. Edgar Morin sur la sociologie de la France profonde, une très belle photographie d'une station-service dans un petit village bigouden en Bretagne nous montrait une paysanne à coiffe actionnant une pompe, et la légende était : « La France à deux temps. »

Edgar Morin est constant dans ses analyses : il a écrit une remarquable œuvre où la nature ontologique de l'homme s'expliquait par un deuxième cerveau, et voici qu'il nous décrit son judaïsme comme un profond malaise. La Fontaine a déjà dit en parlant d'une chauve-souris : « Je suis Oiseau : voyez mes ailes... Je suis Souris : voyez mes queues ! »

Parce que je milite

Il nous décrit notre communauté comme profondément troublée, oscillant de la défense inconditionnelle du gouvernement israélien pendant ce qu'il appelle le « judaïsme humaniste » ou les survivants de la Shoah ne se peuvent concevoir qu'en défenseurs attitrés de tous « les humiliés, les offensés », de tous ceux dont les droits sont fouillés aux pieds. L'adhère pleinement à son analyse : qu'un juif puisse être occupant, qu'un juif puisse haïr l'autre me révolte profondément, mais contrairement à Edgar Morin je n'ai pas

d'états d'âme. Pourquoi cela ? Parce que je milite.

Si j'avais son talent, sans doute écrirais-je des livres comme l'admirable biographie de Vidal, son père, ou les articles qu'il signe dans le Monde, mais mon objet n'est pas d'étaler mes doutes devant la conscience universelle : mon objet, c'est d'amener à mes thèses ma communauté juive de France (y compris les israéliens, et les néo-orthodoxes, et les spinozistes, et les louchevitch, et les basidistes, et les salomonistes...) le peuple et le gouvernement d'Israël, les membres de la Knesset et les grands rabbins. Je fais partie d'institutions de la communauté, j'y brigue des fonctions à chaque occasion qui m'est donnée, j'expose mon point de vue, et si j'étais ce que dit Edgar Morin, ce qui m'est arrivé, je proposerais l'article à l'information juive ou à l'Arche et le fait paraître dans *Davar* et le *Jerusalem Post*.

C'est au FSJU, au CRIF à l'AJU que le juif Edgar Morin a sa place, que les juifs peuvent être écoutés : un adjectif ni substantif, mais acteur ! Ce serait un privilège de l'y accueillir.

André Wormser est membre du CRIF, de l'AJU et du Comité international pour la paix au Moyen-Orient.

## Encore un petit effort

EN lisant la lettre d'adieu d'Edgar Morin adressée à votre journal et publiée par vos soins, j'ai enfin eu l'impression d'avoir affaire à un juif bien. Comme celui-là, il ne doit pas y en avoir beaucoup. C'est qu'il a fait des efforts, le bougre !

Qu'on en juge. Il a étudié méticuleusement chacune des diatribes avec lesquelles on fusille ses... comment dire... compatriotes ?... non, pas ça... compatriotes ?... confusions ?... compatriotes ?... enfin, les autres juifs comme lui, quoi ! pour bien nous démontrer que lui, il n'est pas du tout comme ça. Lui, fait pas confondre, lui, c'est un juif gentil.

## Tous les autres... ou presque

C'est sûrement pour ça qu'il se donne autant de peine pour se justifier. Sans arrêt : « Je suis de ceux que... », « Je ne suis pas de ceux que... », qu'il nous répète, en passant et repassant en revue les torts éternels qu'il craint qu'on lui adresse du fait de sa naissance. Bien sûr, pour ce faire, il n'oublie pas le passage de casser du sucre sur le dos des autres juifs. Enfin, de ceux qui sont moins gentils que lui, quoi, c'est-à-dire tous les autres juifs... ou presque. Mais c'est pas bien méchant, c'est pour que les Gentils soient gentils avec lui. C'est gentil.

Je me sens obligé de vous exprimer le bonheur immense que m'a procuré cette lecture édifiante. Et pour cause ! Jusqu'au mercredi

11 octobre au soir, je souffrais d'une insomnie chronique provoquée par la question la plus lancinante qui soit : mais cet Edgar Morin, quel genre de juif est-il, ce juif-là ?

A n'en pas douter, les trois quarts de l'humanité - substance commune à juifs et gentils - devraient partager la même angoisse égoïste...

Maintenant, nous dormons tranquilles, apaisés que nous sommes par l'enrichissement de cette connaissance : « Il est de ceux que... », « Il n'est pas de ceux que... ».

Et pendant qu'il continuait à égarer ses aveux, nos cœurs s'emplissaient d'admiration pour lui, remuant la paix. En plus, l'analyse, le vrai, y a que lui qui connaît, il ouvre les portes des prisons avec un sourire d'amour aux « bourgeois devenus sémite » ; il dénonce la « relation ambivalente avec l'Etat-nation d'Israël » ; il confirme son amour pour la culture gréco-latine en débattant les éternels clichés anti-juifs, mais c'est pour mieux prouver au monde sa non-appartenance et sa « répugnance à la fermeture orthodoxe de cette religion ». Parlant d'amour, Morin !

Allons, M. Morin, encore un petit effort pour trouver grâce aux yeux de ceux qui vous méprisent ! Secrez encore d'un tour votre cilice. Offrez leur un peu plus le spectacle de votre autoflagellation-autocastration et continuez d'espérer. Qui sait... peut-être un jour... avec un peu de chance... vous arriverez aussi à surmonter vos insomnies.

MIRIAM EISENFELD  
(Saint-Denis)

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27  
Tél. MONDIPAR 650672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-51

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprise,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beauve-Méry, fondateur.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 42-47-88-81.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

**ABONNEMENTS**  
RP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 880 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de  
votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse diffusé ou préavis : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Indiquer la destination de l'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## La réponse d'Edgar Morin

J'ai reçu, à la suite de mes articles, presque une centaine de lettres, approbatives, en grande majorité, non seulement de gentils, mais aussi de juifs qui se sont reconnus dans mon point de vue. Il y a eu aussi des critiques intéressantes, que je trouve parfois justifiées, une lettre de persiflage presque aussi infantile que celle de Miriam Eisenfeld, et une seule lettre d'injure.

J'envisage de publier, avec le texte de mes articles, les divers points de vue, y compris les critiques bien entendues, exprimées dans ces lettres.

E.M.

**Le Monde**

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1988),  
Jacques Fauvet (1989-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet  
Correspondant en chef : Claude Salas  
Administrateur général : Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 650672 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-51

**1939 - 1940**  
**L'ANNÉE TERRIBLE**

Réassemblée dans un seul  
journal illustré de  
nombreuses photos inédites,  
les 36 épisodes du destin  
de la France pendant  
cette période.

Le feuillet de l'été  
disponible  
EN UN SEUL  
NUMÉRO

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de  
Marais-Kébi, de la « drôle de guerre » à la destruction de la flotte à  
Mers-el-Kébi, de la rencontre Pétain-Hitler à Mondonville aux  
lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Adéma retrace les mé-  
canismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un  
pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

**Le Monde**

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 pages - 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

NUMÉRO D'EXEMPLAIRE : \_\_\_\_\_ x 27 F, frais de port inclus \_\_\_\_\_ F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, vous consultez Bulletin et règlement à renvoyer  
à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 05.



## LA RÉVOLUTION ROUMAINE

Dans un discours télévisé prononcé à l'occasion du Front de salut national, a annoncé, dimanche 31 décembre, l'abolition de la peine de mort en Roumanie, l'instauration de la semaine de cinq jours à compter du mois de mars et le début d'une opération de redistribution aux paysans des terres collectivisées. Les paysans venus travailler en ville et désirant retourner à la campagne obtiendront un terrain de 2 500 mètres carrés contre paiement d'une taxe et avec l'obligation de le cultiver à pleine capacité. Ils pourront désormais vendre librement sur le marché ou par contrat leurs produits, sans plus respecter des prix imposés par l'État.

Abordant la question de la pénurie alimentaire et énergétique, M. Iliescu a indiqué que de premières mesures avaient été prises en ce qui concerne l'électricité et le gaz, dont la fourniture à la population est actuellement de 40 % supérieure

à ce qu'elle était sous le régime de Ceausescu. Il a rappelé que l'exportation des produits alimentaires avait été stoppée et que le gouvernement allait importer les biens de consommation dont la nécessité est la plus urgente. Dans un souci d'économie, a-t-il ajouté, plusieurs constructions coûteuses dues à la mégalomanie malade de Ceausescu ont été annulées. Il s'agit notamment du canal Arges-Bucarest, du nouveau port de Constanza, sur la mer Noire, et de la Maison de la République à Bucarest, qui a déjà coûté 6 milliards de lei (1 dollar = 14 lei).

En ce qui concerne la politique extérieure de la Roumanie, M. Iliescu a déclaré que son pays respecterait tous les traités internationaux et annoncerait une « ouverture totale vers le monde ». Le chef de la diplomatie roumaine, M. Edouard Chevardnadze, se rendra le 5 ou le 6 janvier à Bucarest. Pour le vice-ministre des affaires étrangères roumain, cette visite, la première d'une per-

sonnalité soviétique de haut rang depuis la chute de Ceausescu, « constitue une chance de tester nos nouvelles relations ».

Quant au pluralisme politique, M. Iliescu a souligné qu'il ne signifiait pas seulement l'existence de plusieurs partis, « mais un véritable et large cadre démocratique où s'affirmeront les vraies valeurs ». A ce sujet, on apprend que le Parti libéral, une des plus importantes formations politiques d'avant-guerre en Roumanie, avec le Parti national-paysan, avait décidé de se reconstituer dans la perspective des élections libres qui doivent en principe se tenir en avril 1990.

Le Front de salut national a annoncé, dimanche soir, la dissolution de la Securitate. Les principaux dirigeants de la police secrète du régime Ceausescu, à commencer par son ancien chef, Iulian Vlad, auraient maintenant été arrêtés. Par ailleurs, les nouveaux dirigeants du pays sont confrontés à un dilemme macabre : que faire des corps de Nico-

lae et Elena Ceausescu fusillés le jour de Noël ? Selon des sources proches du Front, les Roumains refusent qu'ils soient enterrés dans le pays et « la volonté du peuple doit être respectée ». Dans l'attente d'une décision, les corps de l'ancien président et de son épouse auraient été embaumés. On n'exclut pas qu'ils soient immergés en mer Noire.

Le gouvernement a également annoncé que tous les Roumains de l'étranger désirant revenir au pays pouvaient désormais le faire en toute liberté. Des mesures ont été prises pour faciliter les rapatriements. Les autorités de Bucarest ont nommé un nouvel ambassadeur en France : M. Alexandru Paleologu. Cet écrivain âgé de soixante-dix ans est un ancien détenu politique. Il s'était élevé, ces derniers mois, contre le régime du Conducator et avait pris la défense du poète Mircea Dinulescu. M. Paleologu remplace M. Petre Giga. — (AFP, Reuters.)

## « La course actuelle aux sinécures me dégoûte un peu »

nous déclare l'écrivain Dan Petrescu



ments dans leurs casernes. C'est incroyable, ils m'ont obéi. A moi, leur ex-prisonnier.

Résultat de cet acte fou et réussi : pas un coup de feu n'a été tiré à Iasi. « Pas un mort, pas un blessé, et c'est notre fierté », nous dira M. Doru Tzigau, président du conseil provisoire. La proximité de la frontière soviétique (vingt kilomètres) a peut-être joué un rôle dans cette apparente et trompeuse passivité des uns et des autres.

### Nouvelle équipe

Toujours est-il qu'une douzaine d'heures après la chute du dictateur, vers minuit, Iasi, dont les dirigeants politiques officiels ont alors disparu dans la nature, se retrouve avec une nouvelle équipe administrative. Des fonctionnaires sont restés en place, la machine tourne. Les ouvriers, comme à Brasov. Chaj ou Silu, ont bien tenté de se débarrasser de leur ancien directeur, mais le conseil a tranché : « Chacun reste en place en attendant que des enquêtes sérieuses soient faites sur les antécédents de tous. » Les ouvriers ont obtempéré. Les étudiants, qui sont plus de vingt mille dans cette cité, avaient été mis en vacances par l'ancien régime dès le 21 décembre pour éviter des troubles sur les campus.

Une semaine plus tôt exactement, quelques centaines d'entre eux avaient tenté une manifestation de solidarité avec Timisoara dans le centre-ville. Sans succès. Le Front démocratique des étudiants de Iasi, fondé dans la clandestinité en 1987, n'était pas encore assez bien implanté pour réussir une protestation de masse. Un peu plus à l'ouest, non loin de la frontière yougoslave, quelques milliers de citoyens roumains qui avaient peut-être moins à perdre allaient parvenir, eux, à l'impossible.

PATRICE CLAUDE

### POINT DE VUE

## La dernière leçon de la décennie

par Marek Halter

**S**il'Histoire est un enseignement, même si les hommes n'en tirent pas toujours profit, la Roumanie a donné ces jours-ci une très grande leçon. Leçon vécue en direct, notamment à la télévision. Mais la télévision est un instrument ambivalent, car en même temps qu'elle donne l'indispensable information elle renvoie les gens à leur propre impuissance.

Je suivais donc, comme des millions et des millions de télé-spectateurs, les événements dramatiques qui se déroulaient à quelques centaines de kilomètres de ma porte et je n'avais d'autre moyen de réagir que de sucrer à table ou de telle maie de Paris.

Et pourtant, lorsque Harlem Désir m'a proposé de lancer avec lui un appel pour une aide militaire à la Roumanie, j'ai eu un haut-le-cœur. En effet, dans tous mes combats, je n'ai jamais cessé de prôner le dialogue et de m'efforcer de le rendre possible. Quand, après la libération de la plupart des pays d'Europe de l'Est qui accèdent progressivement à la démocratie, le dernier réduit de l'oppression s'est mis à son tour à secouer la joug, pouvais-je me contenter du rôle de simple spectateur ? Devant les massacres perpétrés par les partisans de l'ancien régime, pouvais-je me borner à compter les cadavres ?

J'ai donc fini par accepter de participer au lancement de cet appel. Car enfin, à quel sort une année dans un pays démocratique qui n'est pas en guerre ? A quel servent les institutions européennes ? Et pourquoi une défense commune si ce n'est pour défendre la démocratie là où elle est menacée, et surtout chez

nous, aux portes de notre Europe ?

La situation sur le terrain ayant évolué, les Roumains n'ont plus besoin, pour le moment, de notre intervention militaire mais, l'humanité étant ce qu'elle est, la tentation totalitaire restant une permanence de notre histoire et les pulsions de mort nous travaillant tous, le problème posé à l'occasion des événements de la Roumanie risque de demeurer longtemps à l'horizon de notre actualité.

Oh, je ne pense pas forcément aux brigades armées de M. Dumas. Les moyens de lutte pour la liberté se sont, ces dernières années, largement diversifiés. Des médecins l'ont prouvé en sauvant des corps là où on s'acharnait à les détruire. Mais parer au manque d'information et à la faiblesse d'une tradition démocratique occultée pendant tant de décennies est de la compétence des intellectuels. Travail qu'il n'est pas toujours facile d'accomplir quand on sait que transporter un livre interdit dans un pays totalitaire était parfois aussi dangereux que d'y pénétrer avec un revolver.

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : nouveau ministre de l'Intérieur — le nouveau président de la République tchécoslovaque, M. Vaclav Havel, a nommé dimanche 31 décembre M. Richard Sacher, membre du Parti populaire (d'obédience catholique), au poste de ministre de l'Intérieur.

M. Sacher était jusqu'ici ministre sans portefeuille dans le gouvernement « d'entente nationale » formé le 10 décembre dernier. A cette date, la direction du ministère de l'Intérieur avait été provisoirement confiée à un triumvirat composé du chef du gouvernement, M. Marian Calfa (communiste),

et son épouse s'est retrouvée rétrogradée dans ses recherches à la faculté.

Aujourd'hui, le cauchemar est terminé. « Le 3 janvier, annonce-t-il fièrement, je reprends mon travail à la bibliothèque. C'est officiel. Sur ma demande, j'ai été réengagé. » Dan Petrescu, quarante et un ans, l'homme qui, en 1987, osait déclarer sous son propre nom au journal *Libération*

la dictature de Ceausescu était corrompu et que l'Eglise orthodoxe était sa complice, et aussi que les « salauds » du Parti communiste qui entouraient le dictateur étaient au moins aussi complices que lui de la misère du peuple, cet homme, bien entendu, pouvait et peut encore prétendre à un rôle plus à la mesure de ses capacités et de sa popularité. Mais rien à faire. Il ne veut pas en entendre parler. « La course actuelle aux sinécures et aux places de choix dans la nouvelle administration me dégoûte un peu, lance-t-il entre deux cascades de rires. Moi, je ne veux être qu'un citoyen normal dans une société normale. Outre que tout cela me fatigue, c'est la raison pour laquelle j'ai démissionné du conseil. »

### La Securitate a obéi !

Dan Petrescu, écrivain. Le patronyme figure bel et bien au deuxième rang des vingt-deux noms du conseil départemental provisoire de gestion publiés la semaine dernière par la jeunesse

C'est pourquoi je propose aujourd'hui d'adopter cette forme d'action en faveur des pays à peine libérés du communisme. La démocratie est longue et exige de nous non pas seulement des coups de cœur, mais un effort constant. Et surtout, plus que jamais, le monde a besoin d'idées, et d'une réflexion, réclame des projets, veut organiser l'avenir. La lutte pour la liberté des uns est devenue pour la première fois dans l'histoire, et malgré nous peut-être grâce à l'étendue fabuleuse des réseaux d'information, l'affaire de tous. Nul ne peut plus dire aujourd'hui « je ne savais pas ».

et des deux vice-premiers ministres, soutenus par le Forum civique, MM. Jan Carnogursky et Václav Komarek. — (AFP.)

■ **BULGARIE** : satisfaction de la Turquie. — La Turquie a exprimé sa « satisfaction » à propos de la décision du comité central du PC bulgare laissant aux musulmans d'origine turque de ce pays la liberté de choisir leur nom, leur langue et leur religion. Le ministre turc des affaires étrangères, M. Mesut Yilmaz, a déclaré, samedi 30 décembre, que la Turquie répondrait à « chaque pas positif fait par Sofia ». — (AFP.)

## Vivre en Tsar est un art.





## LA RÉVOLUTION ROUMAINE

## Réveillon surréaliste à Bucarest

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Le réel et l'improbable se sont étrangement cotés pour le réveillon, comme depuis le début des révoltes en Roumanie.

La réalité, c'est celle d'un couvre-feu de fait. Pas un habitant de Bucarest n'a mis le nez dehors. Le Nouvel An s'est fêté en famille, comme à l'habitude mais plus que jamais à l'abri, le bruit ayant couru que les derniers « terroristes » de la Sécurité pourraient profiter de la Saint-Sylvestre pour tenter un baroud d'honneur.

Sur ce fond d'état de choc et d'état de siège s'est déroulée une fête proprement surréaliste. La FNAC et Médicins du monde avaient affrété dimanche soir de Paris un Boeing-737 rempli de milliers de livres, de journaux, de victuailles, d'un poste émetteur

pour créer une radio libre et où avaient pris place une centaine de Parisiens bien décidés à fêter la liberté retrouvée. Parmi eux, la fille du dramaturge Eugène Ionesco, le député Bernard Stasi, l'auteur de BD, Bilal, le chanteur-écrivain Yves Simon, le comédien Romain Bouteille, des rugbymen, des libraires, des journalistes.

Sous les lambris de l'Union des écrivains où avaient réuni si longtemps la langue de bois et les demi-mots, ce fut un déchaînement joyeux et grave. La fille d'Eugène Ionesco a répandu par terre un verre de vin, à la mémoire du sang versé. Des écrivains roumains ont exprimé leur émotion devant ces cadeaux inattendus et ces attentions si « adolescentes », a dit l'un d'eux.

Puis c'est le tour de ville, entrepris malgré l'heure tardive et les consignes de prudence, l'avion repartant à l'aube du

1<sup>er</sup> janvier pour Paris et aucun hébergement n'étant prévu. Toute la nuit, le tourisme de pèlerinage à l'Occidentale a repris ses droits, non sans une certaine gêne. On photographia les soldats visiblement harassés, on se fait raconter le meeting « miraculeux » du 22 décembre. On pose longuement devant le fameux palais de Ceausescu, plus défilant en vraie grandeur que tout ce qu'on en a vu.

## Chocolats, cigarettes et baisers

Retour par le métro de la place de l'Union où de jeunes civils armés jusqu'aux dents faisaient des drôles de Français en poquette tout en échangeant chocolat, cigarettes, baisers. Dans l'attente des rames vides, on repart des souterrains, des risques d'ultimes accrochages des « terroristes » venus de Libye et « sans doute drogués », de la fin souhaitée du commu-

nisme, cette fin qu'exige une des pancartes de la place Romana, là où tombèrent le plus de victimes et où s'éteignaient déjà les bougies de la pitié.

Purge orchestrée de Moscou ? Explosion populaire ? Les deux ? Ces hypothèses dansent dans les têtes des visiteurs, saoulés d'alcool, d'effusions, d'impressions trop brèves et d'anecdotes invérifiables. C'est une sensation bien troublante que de ne pas savoir à quel point on se bonheure et si l'on doit s'y fier.

Alors que le signal du retour est donné, l'effigie d'un Ceausescu écarvuré dense à l'Union des écrivains au son du rock. Pour les intellectuels roumains, cette image du réveillon 1990 est à elle seule suffoquante d'imprévu. Ils ont appris à se contenter, en fait de réel, de ce qui est devenu possible.

BERTRAND POIROT-DELPECH

## Les syndicats français réformistes souhaitent l'émergence d'un « syndicalisme libre »

Les syndicats français ont suivi avec beaucoup d'attention les événements de Roumanie, avant même la chute de Nicolae Ceausescu. Le 27 décembre, un peu à l'image de ce qui s'était produit lors de l'instauration de l'état de guerre en Pologne en décembre 1981, les organisations syndicales réformistes se sont retrouvées au siège de la CFDT. Dans une déclaration commune, la CFDT, FO, la FEN, la CFTC et la CFE-CGC se sont engagées à prendre des initiatives pour « soutenir un syndicalisme libre et le processus démocratique » en Roumanie.

## Persistance de la langue de bois

Mais lors de son 43<sup>e</sup> congrès confédéral, du 21 au 26 mai 1989, la CGT avait paru en retrait. Dans le document d'orientation adopté, il n'était pas fait mention de la situation en Roumanie. La centrale saluait le mouvement de réformes en cours à l'Est, mettait en avant la défense des droits de l'homme et souhaitait (sans faire de distinction...) « développer ses relations et sa coopération avec les syndicats des pays socialistes en leur donnant le maximum d'efficacité ». En présentant ce document, M. Louis Vianet, le numéro deux de la CGT, s'était borné à affirmer que sa centrale ne ménagerait « aucun effort pour contribuer à faire que la situation évolue positivement en Roumanie ».

L'idée est de soutenir, mais sous des formes qui restent à déterminer tant le processus de changement syndical apparaît flou en Roumanie, une organisation indépendante dont l'adhésion pourrait être l'ébauche. Pour les cinq organisations réformistes, « l'enjeu est de voir comment peuvent émerger - s'ils émergent - des acteurs politiques et syndicaux dans un processus démocratique ».

La CGT n'avait pas été invitée à ce sommet intersyndical, sans doute à cause de son appartenance à la Fédération syndicale mondiale (FSM), où elle côtoie les syndicats officiels roumains. Pourtant entre le 20 et le 24 décembre, son bureau confédéral n'a pas publié moins de trois communiqués sur les événements en Roumanie pour condamner « avec force les brutes et sanglantes répressions policières » et pour demander à ses organisations de faire part de leur « indignation » auprès de l'ambassade roumaine à Paris. Après la chute du Conducator, la CGT a salué « l'extraordinaire courage du peuple roumain » qui « s'est dressé contre le régime tyrannique de Ceausescu et est en voie de faire triompher enfin la démocratie ».

Les condamnations de la CGT n'ont pas toujours été aussi nettes à l'égard de la Roumanie. C'est à la fin d'avril 1986 qu'il faut remonter pour trouver les premières appréciations sévères sur le régime roumain. De retour du congrès des syndicats roumains, la délégation de la CGT avait

Lors du même congrès, M. André Deluchat, membre (socialiste) du bureau confédéral, avait demandé que les congressistes saluent « la lutte courageuse des travailleurs roumains qui souffrent et qui subissent le régime Ceausescu ». M. Krasucki, qui depuis plusieurs années pourvait refuser toute invitation à se rendre en Roumanie, s'était tout simplement abstenu de lui répondre sur ce point. Il est vrai que l'Union générale des syndicats roumains était officiellement représentée à Montreuil par Nita Constantin. Dans le compte rendu officiel publié par le Peuple du 22 juin, figurait ainsi le message, long et chaleureux, des syndicats roumains. Selon un dirigeant de la CGT, la délégation syndicale hongroise avait quitté le congrès de Montreuil avant la fin pour marquer son irritation devant la persistance d'une certaine langue de bois... notamment à propos de la Roumanie.

M. N.

## A la recherche d'un consensus

Suite de la première page

« Ce mouvement était dirigé avant tout contre les Ceausescu », remarquait M. Corneliu Bogdan, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et porte-parole du nouveau pouvoir. Ceausescu déboulonné, les Roumains semblent donner raison au porte-parole. Ici, il n'y a pas comme en Pologne de syndicats indomptables qui réclament leur dû ; ni, comme en Tchécoslovaquie, une population qui, à l'unisson, porte vers le palais présidentiel l'une de ses gloires nationales ; ni, comme en RDA, des partis ou des groupes politiques qui imposent au pouvoir un dialogue permanent.

A Bucarest, dix jours après l'insurrection, le CFSN régit, édite, décrète, nomme et, s'il discute, n'en laisse rien paraître à l'extérieur. On le craignait sous la surveillance de l'armée, et celle-ci paraît pourtant marcher au pas, plusieurs de ses représentants nommés à des postes de premier plan semblent plus collaborer que contrôler. Après le général Nicolae Militaru, nommé ministre de la Défense, le général Anastasie Victor Stanculescu a été nommé au poste délicat entre tous de ministre de l'Economie et le général Mihai Ghitu à celui de ministre de l'Intérieur. Par décret, un nombre impressionnant de colonels et de généraux ont été promus au grade supérieur et des officiers généraux à la retraite ont même été rappelés dans le cadre d'active.

La Roumanie a un gouvernement, mais ce dernier ne définit pas la politique qu'il mène : il exécute celle que lui dicte le CFSN, qui s'est, pour cela, doté de six commissions spécialisées. Quels sont les débats qui agitent éventuellement le CFSN ? Mystère. A l'abri des oreilles extérieures, les rideaux traditionnellement tirés - par peur des fusils à jumette - dans les étages du ministère des Affaires étrangères, imposant bâtiment traversé de couloirs longs comme des avenues, le CFSN paraît aussi liasse que la surface d'un lac de montagne. Peut-être, après tout, ses membres ne connaissent-ils pas de divergences.

Les premières mesures prises par le gouvernement ne peuvent en effet prêter à de longues discussions. En quelques jours, les Roumains ont vu réapparaître dans les magasins des denrées disparues depuis des années. Il a suffi pour cela d'arrêter toutes les exportations de produits agroalimentaires et de puiser dans les réserves préparées au bénéfice de la nomenklatura. Les queues devant les vitrines sont toujours longues, mais, cette fois, lorsque la ménagère parvient à l'étal, elle a toutes chances de pouvoir acheter des oranges et de la viande. Grâce à la réduction des exportations de produits pétroliers et à la suppression du contingentement d'essence, les immeubles peuvent désormais être chauffés et les automobilistes se déplacer. Ces premières décisions - véritables mesures d'urgence - s'accompagnent de l'instauration de ces libertés fondamentales dont, il y a un mois, aucun Roumain ne pouvait espé-

rer bénéficier : liberté de fonder un parti, liberté syndicale, liberté de se réunir, d'écrire, de voyager à l'étranger. Il n'y a plus besoin d'autorisation pour rencontrer un ami du dehors, la politique de regroupement forcé de la population rurale est enterrée, le droit à l'avortement est rétabli. Plus généralement, toutes les tracasseries bureaucratiques édictées par le régime dictatorial sont levées.

Dans les usines où il n'était pas rare de travailler près de cinquante-huit heures par semaine, samedi et dimanche compris, des négociations sont en cours pour revenir à une semaine de travail de quarante-huit heures. A l'occasion de la nouvelle année, le CFSN vient enfin d'accorder trois jours fériés à tous les travailleurs du pays, soit un jour de plus qu'à l'habitude. Pourquoi, dans ces conditions, les Roumains bouderaient-ils leur plaisir ? Et pourquoi leurs dirigeants auraient-ils besoin de s'opposer sur des mesures qui font l'objet d'un tel consensus ?

Le consensus, voilà le maître mot. Lors des réunions de presse quotidiennes organisées pour les journalistes étrangers, les représentants du Front soulignent toujours qu'il est le mode de fonctionnement du CFSN. Et consensus il doit bien y avoir puisque aucune des personnalités qui en font partie et qui, par le passé, ont montré qu'elles avaient osé parler, n'a cru bon jusqu'à présent d'élever la voix.

La direction du Front est pourtant réellement diverse. Si le gouvernement comporte une bonne dose d'anciens cadres communistes ils sont les seuls administrateurs qui aient une expérience de la machine gouvernementale. - le CFSN, lui, est dominé par des responsables aux origines multiples, étudiants trop jeunes pour avoir eu à se compromettre avec le régime antérieur ou opposants de longue date.

## « Laboratoire » d'idées

Plusieurs d'entre eux viennent de rejoindre la trentaine d'intellectuels en vue qui, le 31 décembre, ont créé le groupe du Dialogue social. Le nouveau mouvement se veut « conscience lucide », « instance de réflexion critique sur les problèmes fondamentaux qui se posent à la société civile », « laboratoire » où se réunissent des intellectuels de toutes disciplines pour « chercher ensemble les stratégies et les solutions dont la société civile roumaine va avoir besoin dans l'avenir immédiat ».

Ce n'est pas un des moindres paradoxes de la situation d'aujourd'hui que ce groupe, dont la dynamique peut à terme l'opposer au pouvoir, comporte en son sein non seulement plusieurs membres célèbres du CFSN, dont M<sup>me</sup> Doña Cornea, M. Mircea Dinescu et M<sup>me</sup> Mariana Celac, sœur de M. Sergiu Celac, ministre des Affaires étrangères, mais aussi M. Andrei Plesu, ministre de la Culture, M. Mihai Sora, ministre de l'Enseignement, et M. Alexan-

dre Paleologu, nouvel ambassadeur de Bucarest à Paris. Eux aussi parlent de « consensus nécessaire », accordent « confiance et soutien » au CFSN qui a « besoin de calme pour travailler ». Ce qui n'exclut pas une certaine vigilance. « Beaucoup d'entre nous sommes sceptiques », a reconnu l'un des membres fondateurs du groupe lors d'une conférence de presse. Au Conseil de prouver qu'il n'aura pas à justifier notre opposition. »

## La mort du PC

L'histoire retiendra aussi le spectaculaire effondrement du Parti communiste roumain, effondrement du paysage politique en quelques heures. « Le communisme n'est plus en danger », confiait récemment un membre du gouvernement, lui-même ancien membre du PCR. Personne n'est plus communiste dans ce pays. « Le cynisme de l'aveu n'est en réalité qu'apparent. Sous Ceausescu, le PCR comptait 3,8 millions de membres et autant d'adhérents dans les organisations de masse. L'inscription au parti était comparable à l'affiliation à la Sécurité sociale, obligation pour poursuivre une carrière professionnelle ou bénéficier des droits les plus anodins. Tout le monde était communiste, autant dire que personne ne l'était. »

Le Parti communiste roumain en tant que tel n'a d'ailleurs joué aucun rôle dans les derniers événements, ni pour susciter en son sein une opposition qui aurait pu apparaître comme une solution de rechange à Ceausescu ni pour défendre le secrétaire général attaqué par la rue. Dès le 23 décembre, le PCR était mort. Très logiquement, un groupe de

communistes, restés d'ailleurs anonymes, vient d'appeler aux obèques en demandant la convocation d'un congrès extraordinaire chargé de dissoudre juridiquement le parti et de céder ses biens au Front de salut national. M. Sergiu Brucan, membre du bureau exécutif du CFSN, assurait récemment que « si un Parti communiste se présentait aux prochaines élections, il n'atteindrait pas 5 % des suffrages » (Le Monde du 30 décembre). Il est vraisemblable que même ce score limité lui soit désormais inaccessible.

Quant aux autres nombreux partis en voie de formation - Parti national paysan, Parti libéral, Parti chrétien-démocrate, Parti pour la reconstruction, etc. - il est pour le moment impossible de prévoir leur future importance. Tout laisse cependant à penser qu'ils auront fort à faire pour atteindre avant les élections une notoriété susceptible de disputer sérieusement au Front de salut national les suffrages des électeurs.

Car le Front a décidé de présenter partout des candidats. La décision n'a, semble-t-il, pas été prise sans mal, mais enfin elle est prise. Même s'il refuse le terme, le Front de salut national s'engage ainsi dans une dynamique de parti politique. Ce qu'il fera de son éventuelle victoire est toujours nébuleux. Le CFSN laissera-t-il la place au seul gouvernement sorti des urnes ou aura-t-il la tentation, au nom de la sauvegarde des idéaux de la révolution, de s'ériger en arbitre suprême ? Aucun des dirigeants du Front interrogé sur ce point n'a jusqu'ici donné de réponse sans équivoque.

GEORGES MARION

## EUROPE

URSS

## M. Mikhaïl Gorbatchev : 89, l'année la plus difficile de la perestroïka

Moscou. - 1989 aura été l'année « la plus difficile de la perestroïka » sur le plan intérieur, mais restera comme celle de « la fin de la guerre froide », la division de l'Europe étant « reléguée au passé », a déclaré M. Mikhaïl Gorbatchev dans ses vœux télévisés de Nouvel An.

Le numéro un soviétique a appelé les Soviétiques « à la raison et à la patience », souhaitant aux pays d'Europe de l'Est de réussir dans leurs efforts d'unir « socialisme et démocratie ».

« Des vagues de rénovation socialiste ont déferlé sur l'Europe de l'Est, a-t-il dit. Les événements dramatiques de Berlin, Sofia, Prague et Bucarest ont de nouveau prouvé avec une grande force l'absolue nécessité d'unir socialisme et démocratie. Nous souhaitons à nos amis succès dans cette voie, ils peuvent toujours compter sur notre solidarité ».

M. Gorbatchev a estimé que l'idée d'une maison européenne commune, « considérée par beaucoup en 1988 comme une utopie »,

est devenue à la fin de cette année une « perspective réaliste » et que « les années 90 promettent de devenir la période la plus fructueuse de l'histoire de la civilisation ».

## Manque d'ordre et de discipline

Le chef de l'Etat s'est toutefois montré plus sombre en évoquant les douze derniers mois en URSS. « Pour la première fois, nous avons vécu d'importants débrayages dans l'industrie et des perturbations économiques majeures ».

Il y a eu un manque d'ordre et de discipline. L'exacerbation des relations inter-ethniques a aussi été une source d'inquiétudes majeures », a-t-il noté. « Mais nous avons beaucoup appris et nous voyons clairement l'objectif à atteindre : un socialisme démocratique et humain, une société de liberté et de justice sociale », a-t-il affirmé.

Le Nouvel An dans les pays de l'est

## Explosions de joie populaire à Prague et Berlin

Champagne et manifestations de joie, malheureusement endouillées par un accident qui a fait un mort et plusieurs dizaines de blessés à la Porte de Brandebourg, ont marqué ce Nouvel An 1990 à Berlin et à Prague.

Place Venceslas à Prague, l'an I de la liberté retrouvée a été fêté à minuit dans un délire de joie par plusieurs dizaines de milliers de Tchécoslovaques, malgré une température proche de zéro.

Dès dimanche après-midi, des milliers d'Allemands de l'Est comme de l'Ouest juchés sur le mur de Berlin ont commencé à célébrer à grand renfort de champagne et de pétards ce Nouvel An au goût de liberté. Les hommes politiques de RFA et de RDA ont formulé des vœux unanimes pour le règlement de la question allemande dans un cadre européen.

Dans une interview au journal Welt am Sonntag, le président de RFA, M. Richard von Weizsäcker, a estimé que les retrouvailles des Allemands étaient « le moteur de tous les Européens ». « Il ne doit pas y avoir de vitesse ou de chemin spécial pour les Allemands », a-t-il ajouté.

Le chancelier Helmut Kohl, la présidente du parlement ouest-

allemand, Mme Rita Suessmuth, et le ministre des Affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, ont défendu la même idée. M. Kohl a déclaré à la télévision ouest-allemande que l'année 1989 « nous a tellement rapprochés de l'unité allemande », tout en soulignant que les Allemands devraient s'efforcer de réaliser à la fois cette unité et l'intégration européenne. « L'Allemagne et notre patrie, l'Europe est notre avenir », a-t-il dit. Pour M. Genscher, l'Europe ne peut pas se faire « autour des Allemands, mais avec les Allemands ».

De son côté, le président du PC est-allemand, M. Gregor Gysi, s'est prononcé pour une « communauté contractuelle de grande envergure » avec la RFA, tout en rejetant « toute ivresse germano-nationaliste ». « Nous devons apprendre à devenir européens » a-t-il poursuivi dans une interview à Neues Deutschland.

Enfin, pour Mme Margaret Thatcher, « la grande leçon des années 1980, c'est que le socialisme a échoué. Nous le savions en 1979 et aujourd'hui toute l'Europe de l'Est le sait aussi bien », a déclaré le premier ministre britannique.

(AFP, Reuter, UPI).



# DIPLOMATIE

## Les vœux de M. François Mitterrand

is réformistes  
urgence  
me libre

difficilement supporta  
l'atmosphère des travaux,  
lui-même de « mise en  
état de conscience » de  
« socialisme ». Le  
de la personnalité de  
suis, poursuivait la délé  
à l'extrême gauche, de  
l'adulation, sur des  
de chauvinisme prochi  
national-socialisme et de la  
pire.

Persistance  
de la langue de bois

la lors de son 43<sup>e</sup> congrès  
d'été du 21 au 26 mai  
la CGT avait paru en  
it. Dans le document  
ation adoptée, il n'était  
il mention de la situation  
humanité. La centrale  
l'irte mouvement de  
en cours à l'Est, men  
n-avant la défense des  
de l'homme et souhait  
faire de distinction  
l'opposer les syndicats  
sion avec les syndicats  
sion socialistes en leur  
le maximum d'effort.  
En présentant ce docu  
M. Louis Vianet, le  
deux de la CGT, s'éton  
à affirmer que sa cen  
ne mélangait « aucun  
pour contribuer à faire  
situation évolue posit  
en Roumanie... »

le même congrès  
ndré Delachet, membre  
liste) du bureau conféd  
avait demandé que les  
mises au point de la  
général des travailleurs  
ins qui souffrent et qu  
sent le régime Ceau  
M. Krasucki, a  
plusieurs années po  
effusait toute invitation  
dre en Roumanie, s'éta  
implément abstenue de  
dre sur ce point. Il se  
ue l'Union générale des  
ats roumains était offi  
ment représentée à Mon  
par Nita Constantine  
le compte rendu offici  
é par le Peuple de  
n, figurait ainsi le mes  
long et chaleureux, des  
ats roumains. Selon un  
nt de la CGT, la délég  
yndicale hongroise avec  
le congrès de Montreu  
la fin pour marquer son  
a devant la persistance  
certaine langue de bois.  
ment à propos de la Rou

M. N

de l'est  
populaire  
rlin

d. Mme Rita Suessmuth,  
ministre des affaires étran  
I. Hans Dietrich Genscher,  
du la même idée. M. Kohl  
ré à la télévision ouest-  
de que l'année 1989 « nous  
ont rapprochés de l'unité  
de ». tout en soulignant  
l'Allemagne devraient  
de réaliser à la fois cette  
l'intégration européenne  
l'unité et notre patrie  
est notre avenir », a-t-il  
M. Genscher, l'Europe ne  
se faire « autour des Alle  
mais avec les Allemands ».  
à côté, le président du PC  
land, M. Gregor Gysi, s'est  
pour une « communauté  
vella de grande enver  
ne la RFA, tout en rejoi  
toute l'Europe germano-  
liste ». « Nous devons  
re à devenir européens » a  
répondu dans une interview à  
entschland.

pour Mme Margaret  
« la grande leçon des  
1989, c'est que le socia-  
chisme. Nous le savons en  
aujourd'hui toute l'Europe  
le sait aussi bien », a  
le premier ministre britan-

(AFP, Reuter, UPI).

Le président de la République  
a présenté, dimanche  
31 décembre, à la radio et à la  
télévision, ses vœux aux Fran-  
çais. En voici le texte :

« Mes chers compatriotes,

« Nous avons été fiers de fêter,  
cette année, le bicentenaire de  
notre révolution, de commémorer  
le rôle joué par la France dans le  
combat pour la liberté et pour  
l'égalité, pour la défense des droits  
de l'homme. Et voilà qu'à deux  
cents ans de distance les mêmes  
mots, porteurs des mêmes espé-  
rances, ont renversé d'autres Bas-  
tilles, là où en Europe régnait  
encore la dictature.

« Chacun le sait, le changement  
qui s'est produit ces derniers mois  
dans les pays de l'Est dépasse en  
importance tout ce que nous avons  
connu depuis la seconde guerre  
mondiale et s'inscrit sans aucun  
doute parmi les grands événements  
de l'histoire. Il a fallu pour cela  
que se conjuguent un échec écono-  
mique et politique sans appel,  
l'invasion et la volonté de Mikhaïl  
Gorbatchev, la force de conviction  
et le courage moral des résistants à  
l'oppression, l'étonnante maturité  
enfin des peuples en révolte contre  
la tyrannie.

« Quoi qu'il en soit, nous venons  
d'assister à la plus éclatante vic-  
toire de la démocratie. 1989-1989,  
personne n'aurait osé rêver pareille  
célébration pour un si bel anniver-  
saire. Mais le drame roumain nous  
rappelle que l'histoire est tragique  
et que la liberté se paie au prix de  
la souffrance. Nous ne pouvons pas  
ce qu'ont subi des millions et des mil-  
lions de femmes et d'hommes, pen-  
dant une si longue nuit. Leur sou-  
laine libération ne peut faire  
illusion. Ils ont devant eux beau-

coup d'obstacles à surmonter, et ils  
auront besoin de nous.

« L'Europe, c'est évident, ne  
sera plus celle que nous connais-  
sons depuis un demi-siècle. Hier  
dépendante des deux super-  
puissances, elle va, comme on entre  
chez soi, rentrer dans son histoire  
et sa géographie. Des questions  
nouvelles commencent à se poser  
qui n'auront pas de réponse en un  
jour. Mais elles sont posées : l'ave-  
nir des alliances, l'alliance atlanti-  
que et le pacte de Varsovie ; à quel

rythme poursuivre le désarme-  
ment : sous quelle forme et dans  
quelles conditions se réunira le peup-  
le allemand ; quel type de coopé-  
ration entre l'Est et l'Ouest ;  
l'intangibilité ou non des frontières  
existantes et jusqu'où ; le réveil des  
nationalités.

« On bien la tendance à l'éclate-  
ment, à l'émiettement s'accroît  
et nous retrouverons l'Europe de  
1919 - on connaît la suite - ou  
bien l'Europe se construira. Elle  
peut le faire en deux étapes.

### Une « confédération » européenne avec les pays de l'Est

Suite de la première page

En somme - et comme d'autres  
dirigeants occidentaux, dont les  
Américains, - c'est une ouverture  
intellectuelle envers l'Est, plutôt  
qu'un projet, qu'il exprime. On a  
en, il y a quelques jours, une illus-  
tration spectaculaire de cet état  
d'esprit, à la fois confiant dans  
l'homme de la perestroïka et passa-  
blement désorienté, qui régnait en  
Occident, lorsque divers responsa-  
bles français et américains en vien-  
rent à parler de leurs vœux, à la  
grande satisfaction sans doute de  
M. Gorbatchev, une intervention  
soviétique en Roumanie, c'est-à-  
dire la dernière chose qu'auraient  
pu souhaiter les Roumains ex-  
mises.

M. Mitterrand, du moins, pro-  
pose un cadre pour la construction  
de cette Europe future. Il ne se ris-  
que pas plus avant ni, comme  
M. Baker, à lancer un ballon  
d'essai sur l'avènement d'une  
alliance atlantique politique et les  
liens qu'elle pourrait entretenir  
avec la CEE ni, comme M. Che-

vardnaz, à proposer l'institution-  
nalisation des liens entre la Com-  
munauté et le COMECON. M. Mit-  
terrand insiste encore une fois : c'est  
à partir des accords d'Helsinki qu'il  
veut voir se construire la « confédé-  
ration » européenne, c'est-à-dire  
« une organisation commune et  
permanente d'échanges, de paix et  
de sécurité ». Quels sont les rap-  
ports entre cette proposition de  
confédération et l'idée gorbatche-  
viennne de « maison commune euro-  
péenne » ? Le président ne l'a pas  
dit, mais a posé une condition,  
l'avènement d'une démocratie plu-  
raliste dans l'ensemble des pays de  
l'Est.

Ce « processus d'Helsinki », par  
lequel les représentants de trente-  
cinq pays (toute l'Europe, sauf  
l'Algérie, ainsi que les États-Unis  
et le Canada) discutent depuis  
quinze ans de coopération écono-  
mique, de droits de l'homme et de  
sécurité, c'est-à-dire notamment  
depuis un an de désarmement  
conventionnel, est en effet le seul

« D'abord grâce à notre commu-  
nanté des Douze, qui doit absolu-  
ment renforcer ses structures,  
comme elle vient de le décider à  
Strasbourg. Je suis persuadé  
qu'elle a, par sa seule  
existence, puissamment contribué  
au sursaut des peuples de l'Est en  
leur servant de référence et de pôle  
d'attraction.

« La deuxième étape reste à  
inventer. A partir des accords  
d'Helsinki, je compte voir mûrir,  
dans les années 90, une confédéra-

tion européenne, au vrai sens du  
terme, qui associera tous les États  
de notre continent dans une orga-  
nisation commune et permanente  
d'échanges, de paix et de sécurité.  
Cela ne sera évidemment possible  
qu'après l'instauration, dans les  
pays de l'Est, du pluralisme des  
partis, d'élections libres, d'un sys-  
tème représentatif et de la liberté  
d'information. A la vitesse où vont  
les choses, nous s'en sommes peut-  
être pas si loin.

« Souvent on dit que les foules  
de Prague, de Bucarest, de Varso-

vie ou de Berlin mettaient à bas les  
murs de toutes sortes où l'on vou-  
lait les enlever. Je me disais que  
nous avions de la chance, nous  
Français, de vivre dans un pays  
comme le nôtre, formé par les prin-  
cipes de 1789 et cent vingt ans de  
République. Mais je pensais aussi  
qu'il nous fallait en être dignes. Les  
peuples libérés ne nous demandent  
pas l'aumône, mais des raisons de  
croire dans un régime de liberté et  
de justice, c'est-à-dire un certain  
modèle de vie au sein d'une société  
de droit.

« Je forme des vœux pour que la  
France échappe aux entraînements  
du racisme, pour qu'elle se montre  
ouverte et fraternelle à quiconque  
vit sur son sol et se met sous la pro-  
tection de ses lois. J'entends qu'elle  
reste au premier rang des nations  
qui luttent contre la pauvreté, le  
sous-développement et la pollution,  
chez nous et dans le monde. Je  
forme des vœux - et le gouverne-  
ment y travaille - pour que la  
croissance de notre économie, qui a  
déjà permis de créer en 1989 plus  
de 350 000 emplois, fasse enfin  
reculer le chômage et pour que les  
profits que le pays en tire soient  
plus justement partagés. Je forme  
des vœux pour que de grands chan-  
giers tels que le logement social, la  
fonction publique, la formation  
professionnelle, l'application et  
l'extension des lois Auroux, la réor-  
ganisation de l'Université et bien  
d'autres encore repoussent les  
concours syndicaux et productifs  
qu'ils méritent.

« Mes vœux vont aussi, mes  
chers compatriotes, vers vous qui  
m'écoutez, et particulièrement vers  
ceux qui sont seuls ou dans la  
peine. Je souhaite de toutes mes  
forces que la France offre à ceux  
qui l'aiment le visage qu'ils attend-  
ent d'elle.

« Bonne et heureuse année 1990  
à tous ! Vive la République, vive la  
France ! »

CLAIRE TRÉAN

## AMÉRIQUES

PANAMA : vers un dénouement de la crise

### Le général Noriega pourrait être remis aux nouvelles autorités

Le dénouement de « l'affaire  
Noriega » serait proche, et l'ancien  
homme fort du Panama pourrait être  
remis entre les mains des nouvelles  
autorités de son pays si l'on croit les  
déclarations, samedi 30 décembre,  
d'un conseiller de l'archevêque de  
Panama, Mgr Marcos McGrath. En  
attendant, l'intervention américaine  
continue à susciter de vives critiques,  
notamment à Moscou où l'ambassa-  
deur américain, M. Jack Matlock, a  
été convoqué samedi au ministère  
soviétique des affaires étrangères  
pour s'entendre demander, une nou-  
velle fois, que les troupes améri-  
caines quittent immédiatement le  
Panama.

PANAMA

de notre envoyé spécial

Vingt sept mille quatre cent  
quarante-huit hommes ne peuvent pas  
passer inaperçus. Surtout lorsqu'ils sont  
militaires, américains de surcroît. On  
les voit donc partout, à pied, en voi-  
ture, sur des chars, et même affalés le  
long d'une quelconque pelouse. On  
par grand soleil ils consomment des  
monceaux de glaces et de sodas. Les  
Panaméens semblent parfaitement  
s'accommoder de cette imposante  
présence. Dans les quartiers huppés,  
la plupart des conducteurs ont  
des signes auxiliaires en direction des  
GIA, et le passage des blindés dans  
les quartiers pauvres a lieu, le plus  
souvent, dans l'indifférence.

Pour les forces américaines la  
mobilisation est toujours à l'ordre du  
jour. Le panneau situé à l'entrée du  
quartier général de Quarry Heights,  
près des bâtiments de l'administration  
du canal, indique l'état d'alerte

COLOMBIE : nouvelle arresta-  
tion d'un dirigeant du cartel de  
Medellin. - L'armée colombienne  
a annoncé, dimanche 31 décembre,  
l'arrestation de José Manuel Cruz  
Aguirre, dit « Grosse Tête », soup-  
onné d'avoir appartenu au cartel  
de Medellín. Aguirre, qui était  
recherché au Pérou, a été arrêté à  
un barrage routier à 100 kilomètres  
au nord-ouest de Bogotá. -  
(AFP)

« Delta », de deuxième niveau.  
Couffé d'un casque empailé de  
rubans de camouflage, le visage pein-  
turé, les soldats patrouillent encore  
la ville. Des blindés munis de puis-  
sants haut-parleurs répètent que le  
couvre-feu est toujours en vigueur,  
de onze heures du soir à cinq heures du  
matin.

Fouilles  
contestables

Les bâtiments de l'école améri-  
caine de Balboa, proche de la zone du  
canal, hébergent des milliers de réfug-  
iés en provenance du quartier bom-  
bardié de Chorillo. Sous la garde des  
militaires, ils sont logés dans des  
compartiments improvisés et des tentes  
faites de parachutes ou de simples  
toiles de plastique. Les cuisines de  
campagne fournissent les repas,  
quand ils ne sont pas préparés sur des  
braseros de fortune.

Périodiquement la tension semble  
ressurgir par endroits. Ainsi l'incident  
concernant la perquisition américaine  
à la résidence de l'ambassadeur nica-  
raguayen, vendredi 29 décembre au  
soir continue-t-il d'agiter la commu-  
nauté diplomatique. Qu'un détache-  
ment américain ait pu pénétrer dans  
le domicile de l'ambassadeur de  
Managua sur la foi d'une dénoncia-  
tion anonyme affirmant qu'elle recel-  
ait une cache d'armes en dit long sur  
la nervosité - volontaire ou non -  
des forces armées présentes à  
Panama. L'explication alambiquée  
fournie ensuite par les officiers sur  
l'accréditation du diplomate, qui ne  
figure pas sur la liste, ou l'importan-  
ce de « l'arsenal » récupéré, cache  
mal l'erreur grossière commise  
pour laquelle le président Bush a dû  
lui-même présenter des excuses,  
reconnaissant officiellement qu'il  
s'agissait bien d'une « bavure ». Il  
s'agit bien d'un diplomate -  
même s'il venait juste d'en changer  
- et les armes saisies, une petite  
vingtaine, ne constituent pas à pro-  
prement parler un arsenal. D'autres  
« fouilles » ont aussi contestables,  
ont été effectuées pendant le week-  
end, notamment au siège de l'agence  
de presse espagnole EFE, où à celui  
de la compagnie aérienne Iberia.

Les militaires américains ont  
cependant quelques raisons de se  
montrer inquiets. Depuis le début des  
opérations soixante-quatre mille  
quatre-cent cinquante-quatre armes  
ont été saisies, parmi lesquelles des  
engins de guerre comme des M-16  
américains ou des AK-47 soviétiques,  
ou encore un attaché case appartenant  
anodin mais contenant une mitraillette  
cachée dans la pignole qui aurait été  
l'arme favorite de l'ancien « homme  
fort ». Ces armes sont l'une des  
préoccupations majeures des troupes  
américaines. Malgré la prime de cent  
cinquante dollars offerte en échange  
d'une restitution volontaire - cinq  
mille armes auraient été ainsi récu-  
pérées - et les stocks trouvés en  
divers endroits, beaucoup seraient  
encore en circulation, en province  
comme à Panama.

Cohorte  
de rumeurs

Malgré ces craintes, un certain  
« relâchement » est perceptible bien  
visible. Dans les rues de la capitale  
des patrouilles mixtes américano-  
panaméennes ont fait leur apparition.  
La circulation est assurée par une  
myriade de volontaires, pompiers,  
souds militaires, voire simples civils.  
A certains barrages, les soldats distri-  
buent même avec le sourire les auto-  
collants représentant un panneau  
d'interdiction pour animaux, caricature  
de ce qui fut le surnom du général  
Noriega, « face d'animal ». L'opéra-  
tion « Juste Cause » a aussi fait le  
défice des fabricants de tee-shirts.  
Baré du nom de code de l'interven-  
tion, surnommés des drapeaux panamé-  
niens et américains avec la date de  
décembre 1989, ils se vendent  
comme des petits pains, et pas un  
militaire ne semble résister, à côté du  
camp de réfugiés, Alex a aussi installé  
son « salon de coiffure » qui ne  
démontre pas. Il propose aux GIA  
« des coupes de style à des prix de  
guerre ». Pour la plupart des forces  
d'intervention, Panama n'est pas non  
plus un pays inconnu. Beaucoup ont  
déjà fait des séjours sur les bases  
américaines ou commencent l'Améri-  
que Centrale, pour avoir participé  
aux manœuvres si contestées de 1988  
au Honduras, destinées déjà à « inti-  
mider » les partisans récalcitrants  
des États-Unis dans l'isthme.

La « Comisión Nacional de  
Bolas », dérisoire surnom donné à la  
cohorte de rumeurs qui intoxiquent  
continuellement la ville, n'inquiète  
donc guère les soldats. Avec une non-  
chalante déconcentration ils campent  
près du char et des blindés qui bar-  
rent les rues aux alentours de la No-  
civité. Ceux qui contrôlent l'entrée  
de l'avenue qui dessert l'ambassade  
vaticane s'amuse beaucoup, - et ne  
s'en cachent pas - de l'effervescence  
qui règne dans les milieux journalis-  
tiques. L'hôtel Holiday Inn tout pro-  
che, transformé pour la circonstance  
en bunker de presse, est au centre de  
cette continuelle agitation. Sa vue  
imprévisible sur le site tant surveillé  
étant une bénédiction, les photogra-  
phes et caméramans campent sur les  
balcons.

Is ne peuvent guère attraper que  
de rares images du Nonce effectuant  
quelques exercices de gymnastique.  
La fin, vendredi en fin de soirée, du  
« concert » rock dispensé par les mili-  
taires américains, a aussi détendu  
l'atmosphère, même si un « mycé-  
néux » a vu son sursaut chaque nuit  
le centre de Panama, vraisemblable-  
ment pour procéder à des fouilles,  
continue ses bruyantes missions, tout  
comme la grosse centaine d'hélicop-  
tres présents à Panama.

Les négociations continuent, elles,  
à un rythme intensif. L'ambassadeur  
du Vatican est sorti à plusieurs  
reprises, ces derniers jours pour re-  
contrer les divers interlocuteurs de  
cette crise. Des trois solutions envisa-  
gées depuis le début - extradition  
immédiate du général Noriega vers  
les États-Unis, départ de l'ancien  
commandant en chef vers un pays  
tiers, ou « reddition » sur des  
nouvelles autorités panaméennes -  
c'est cette dernière qui serait la plus  
convenablement envisagée. Malgré les  
déclarations contradictoires des nou-  
velles autorités. Le procureur général  
de la République a indiqué qu'il  
détient des charges précises contre  
le général et entendait qu'il soit jugé  
à Panama. Une affirmation qui a  
semblé écarter le président Guillermo  
Endara en affirmant que le pays n'en  
avait pas la capacité. L'Église ne  
réclame pour sa part qu'un départ  
du général de la nomenclature. Personne  
n'avance plus en tout cas une quel-  
conque date pour le dénouement.

DENIS HAUTIN-GURAUT

## A TRAVERS LE MONDE

LIBERIA

Un complot aurait  
été déjoué, selon  
le président Doe

Un complot, fomenté par des  
opposants qui seraient venus de  
Côte d'Ivoire, a été déjoué le  
24 décembre au Liberia, a  
annoncé, samedi 30 décembre, le  
président Samuel K. Doe, dans un  
discours radiodiffusé. Selon le  
chef de l'Etat, les conjurés étaient  
divisés en deux groupes : l'un est  
arrivé à Monrovia, le second est  
resté dans la localité frontalière de  
Butuo, dans l'est du pays, où un  
soldat libérien a été tué et un autre  
blessé au cours d'une fusillade.  
L'ambassadeur du Liberia en Côte  
d'Ivoire a été rappelé en consulta-  
tion. - (AFP)

PHILIPPINES

Un prêtre français  
et sa nièce  
libérés

Un prêtre français et sa nièce,  
enlevés samedi 30 décembre par  
six inconnus armés, près de la ville  
d'Iligan (sud de l'archipel), ont été  
libérés dimanche, a-t-on appris  
lundi, de source ecclésiastique. Le  
Père Michel de Gligord et sa nièce  
Bénédicte, qui était en visite dans  
l'archipel, avaient été capturés  
alors qu'ils circulaient à bord d'une  
voiture privée dans la région de  
Marawi, peuplée principalement de  
musulmans. L'un des ravisseurs a  
été tué par les policiers. Le Père de  
Gligord est l'aumônier catholique  
de l'Université d'Etat de Mindanao,  
basée à Marawi. Il avait déjà  
été enlevé il y a deux ans par  
d'anciens gardes de sécurité  
musulmans de l'université, mais  
avait été relâché deux semaines  
plus tard, apparemment après le  
versement d'une rançon. - (AFP)

Recommandation ministérielle. -  
M. Corazon Aquino a annoncé,  
dimanche 31 décembre, un renou-  
vement de son gouvernement. Six  
ministères importants (réforme  
agraire, justice, finances, éduca-  
tion, agriculture et transports)  
changeront de mains. Le responsable  
des services secrets, le général à la  
retraite Rodolfo Canieso, est rem-  
placé par un autre général à la  
retraite, Mariano Adaleme. -  
(AFP)

SOUDAN

M. Mubarak promet  
sa médiation  
pour mettre fin  
à la guerre civile

Le président Hosni Mubarak a  
effectué une brève visite, diman-  
che 31 décembre, à Khartoum où  
il a promis d'œuvrer en faveur d'un  
règlement du conflit qui ensan-  
glante le sud du Soudan. « Nous  
faisons le maximum d'efforts pour  
réconcilier les deux parties afin que  
le Soudan reste uni », a déclaré  
M. Mubarak, président en exer-  
cice de l'Organisation de l'unité  
arabique, à l'issue d'un entretien  
avec le général Omar Hassan El  
Bechir, chef de la junte au pouvoir  
à Khartoum depuis le 30 juin.

Des contacts ont été pris pour  
organiser au Caire une nouvelle  
série de pourparlers entre le gou-  
vernement du général Bechir et les  
cheurgés de l'Armée populaire de  
libération du Soudan (APLS), a-  
t-on indiqué de sources arabes et  
occidentales. Selon l'agence de  
presse soudanaise Suna, le prési-  
dent Mubarak est personnellement  
impliqué dans des discrets  
contacts destinés à préparer ces  
nouvelles négociations. M. Muba-  
rak devrait notamment inviter le  
général Bechir à plus de souplesse  
sur la question de la charia (la loi  
islamique), dont l'abolition est  
réclamée par la population du sud,  
majoritairement chrétienne ou ani-  
miste. - (Reuters)

TUNISIE

M. Ben Ali  
relance l'idée  
du « pacte national »

Tunis. - En dépit des réti-  
cences manifestées par une partie  
de l'opposition, le président Ben  
Ali a renouvelé, dimanche  
31 décembre, sa proposition de  
création d'un « Conseil supérieur  
du pacte national » qu'il avait for-  
mulée voilà deux mois (le Monde  
du 9 novembre). Dans l'esprit du  
chef de l'Etat, ce conseil doit  
constituer « une structure de  
concertation et de dialogue » per-  
mettant de désamorcer la vie politi-  
que de la façon définie par les dif-  
férentes formations politiques et  
socioprofessionnelles dans un  
pacte signé le 7 novembre 1988.

Dans cette allocution, pronon-  
cée à l'occasion du Nouvel An,  
M. Ben Ali a aussi annoncé une  
augmentation de 10 % du SMIG,  
qui passe ainsi à 110 dinars men-  
suels (environ 750 francs). -  
(Corresp.)







Après l'accident d'un pétrolier iranien transportant 284 000 tonnes de pétrole brut

## Une marée noire menace les zones de pêche marocaines au sud de Casablanca



C'est un véritable SOS que les autorités marocaines ont lancé, dimanche 31 décembre, à destination de leurs voisins européens, et notamment de la France, après l'accident survenu en mer à un pétrolier dont la cargaison menace la côte chérifienne d'une gigantesque marée noire.

Bien que les informations soient assez floues, il semble que, le 19 décembre, un tanker iranien, le *Kharq*, faisant route vers les ports européens avec 284 000 tonnes de brut ait pris feu entre les îles Canaries et la côte marocaine. Le navire aurait été alors abandonné par ses trente-cinq hommes d'équipage, qui auraient été recueillis par un cargo soviétique. Le *Kharq* aurait alors dérivé vers le Maroc et de ses cuves le pétrole aurait commencé à se répandre sur la mer.

Les autorités chérifiennes se sont alors rendu compte qu'une nappe de brut de plusieurs dizaines de kilomètres carrés menaçait leurs rivages à la hauteur du port de Safi. Or cette région est particulièrement riche en poissons. La pêche y fait vivre à la fois des gens de mer et des conservateurs. Le tourisme y est également une activité fructueuse. Une marée noire ne serait pas seulement une catastrophe écologique, elle menacerait directement l'économie du pays. C'est alors que le Maroc a fait officiellement appel à plusieurs nations amies, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, pour l'aider à conjurer la menace.

Un remorqueur de haute mer dépêché par la société Smith International a réussi à frapper une amarre sur le *Kharq* et l'entraîne vers le large. Selon un journaliste de l'AFP qui a survolé l'épave, le tanker se trouvait dimanche après-midi à environ 200 kilomètres du littoral. Il laissait derrière lui une longue bande de pollution et, tiré par un remorqueur naviguant sous la surveillance d'une demi-douzaine de garde-côtes dont le navire espagnol *Punta-Salenas* transportant des tonnes de produit dispersant.

Toujours selon les observations du correspondant français, un peu de fumée s'échappait des cheminées du *Kharq*. Des techniciens sont donc montés à bord, ont maîtrisé l'incendie et tentent de remettre les moteurs en route. Il resterait les cuves quelque 200 000 tonnes de pétrole et l'on comprend que désormais tout soit fait pour mettre cette cargaison en lieu sûr avant que ne se lève quel que tempête.

La nappe de pétrole abandonnée par le tanker se trouve, elle, à environ 36 kilomètres des côtes. Ayant séjourné dans l'eau plusieurs jours, il est probable qu'une partie

du brut s'est évaporée et qu'une autre fraction s'est mise en nodules avant de couler. Cependant, on se prépare à traiter ce qui reste de la nappe si elle arrivait au rivage.

On a appris qu'un expert antipollution du port de Marseille avait été dépêché sur place dès le 22 décembre pour assister une cellule de crise marocaine. De son côté, M. Philippe Aucoeur, adjoint au directeur de la Sécurité civile française, a révélé que ses services suivraient quotidiennement la situation depuis le 19 décembre, en liaison avec ses homologues marocains. Trois sections de dépollution, soit un groupe de soixante hommes, sont en alerte avec leur matériel aérotransportable.

La mission interministérielle de la mer, prévenue elle aussi dès le 22 décembre, ne semble pas pour l'instant avoir envoyé au Maroc les moyens lourds — barges et bar-

rages flottants — dont elle dispose. Enfin, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a indiqué que le gouvernement français avait reçu une demande d'assistance officielle dimanche 31 décembre. M. Lalonde s'en est entretenu avec M. Driss Bazri, ministre marocain de l'intérieur et de l'information, et compte accompagner dans les quarante-huit heures

une mission d'expertise sur place. Les experts français font partie du Centre de documentation et de recherches et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (le CEDRE), organisme créé à la suite de la marée noire de l'Amoco-Cadiz en 1978 et dont le siège est à Brest.

Le très long délai qui s'est écoulé entre l'accident du *Kharq* et l'émotion officielle des autorités marocaines a intrigué et même irrité le commandant Conneau. Il s'est dit choqué que les médias aient laissé passer douze jours avant de s'enquêter. « On commence à en avoir assez de ces pétroliers qui explosent sans aucune responsabilité, a-t-il dit sur Antenne 2. On en a assez de ces tankers qui n'ont pas de double coque, qui n'ont pas deux moteurs, qui n'ont pas de gouvernails, qui ont des équipages de fortune et battent pavillon de complaisance ».

Dans les casinos français

## L'envolée des machines à sous

Les « bandits manchots » — le surnom imagé des machines à sous — ont amplement justifié les espoirs qu'avaient mis en eux les casinos pour relancer leur activité. Leur introduction tardive et limitée, au cours de l'été 1988 avait déjà laissé entraver le bouleversement qu'ils apporteraient dans l'industrie des jeux en France.

### CANNES

de notre correspondant régional

Pour la première année pleine de leur exploitation, au cours de l'exercice 1988-1989 — clos le 31 octobre, — les résultats enregistrés des machines à sous dépassent toutes les prévisions. Avec un produit brut, soumis à prélèvement, de 709 522 987 F, leur part est de plus de 30 % sur une cagnotte totale de 1 975 503 933 F — pour cent trente-cinq casinos, — en augmentation de 64,62 % par rapport à l'exercice précédent.

On s'est bousculé dans les salles de slot machines avec, par exemple, plus d'un million cinq cent cinquante mille entrées au casino de Cannes-Croisette (le premier pour les recettes), sept cent quarante mille dans celui de Lyon Vert et près de sept-cent mille à

Evian. Les jeux traditionnels, en progression moindre de 15,61 %, ont eux-mêmes été dopés par les machines à sous, dont la clientèle est venue grossir, comme on le prévoyait, celle des salles de boules, voire de roulette (les recettes de boules du casino d'Evian ont, ainsi, fait un bond de 98 %). L'envolée des jeux automatiques profite directement à l'Etat et aux communes dont les prélèvements, respectivement de 742 342 950 F et de 68 879 880 ont plus que doublé d'une année sur l'autre.

### Une clientèle populaire

Mille neuf cents machines ont été, effectivement, mises en service dans les quinze casinos autorisés à les exploiter (le casino-club de Nice qui faisait partie de la liste a été fermé), soit trois cents de plus qu'en 1987-1988, sur un total initialement prévu, à terme, de cinq mille. Le gouvernement hésite toujours sur la politique à suivre. A l'hostilité du ministre de l'intérieur s'oppose, semble-t-il, le réalisme du ministre des finances, que la manne des casinos ne laisse pas indifférent... En attendant les résultats d'une nouvelle étude destinée à déterminer l'impact des jeux sur le tourisme, le règne du

provisoire va se prolonger. Les autorisations en vigueur étant renouvelées seulement pour un an sans qu'aucune autre soit accordée.

Avec un produit brut de 251 968 227 F, en augmentation de 46,57 %, le casino de Divonne-les-Bains reste toujours en tête des casinos français, bien que l'écart avec son suivant immédiat, Deauville, se soit resserré. Sur les dix premiers établissements du palmarès, huit exploitent des machines à sous dont les résultats acquis en douze mois, au lieu de trois l'an dernier, expliquent les fortes progressions du produit global brut. A l'exception de Divonne et de Deauville, la part des recettes des jeux automatiques dans les autres établissements est d'ailleurs supérieure à 50 %. Elle est de près de 72 % pour Lyon Vert, qui a le plus grand nombre de machines (deux cent soixante) et de plus de 74 % pour le petit casino d'Annemasse qui, dès son premier exercice plein — il n'a fonctionné, l'an dernier, qu'un mois et demi — se hisse, d'emblée, à la dixième place. Le record, en la matière, appartenant au casino du Mont-Dore (Puy-de-Dôme), avec plus de 87 %.

L'exemple d'Annemasse est tout à fait significatif de l'attrait qu'exercent les machines à sous sur une clientèle populaire. Implanté dans une région pourtant sinistrée par la crise de la sidérurgie, l'éta-

blissement mosellan n'en a pas moins positionné autant d'argent, avec ses cent soixante appareils, que le Loew's de Mandelieu, sur la Côte d'Azur, qui en possède, lui, deux cent quarante.

Si Enghien-les-Bains, qui n'a pas de jeux automatiques, rétrograde de la deuxième à la septième place, le nouveau casino de Cannes-Carillon, dans le même cas, réalise une performance exceptionnelle. Géré par la chaîne London Club's et premier casino, en France, fonctionnant dans un palace, il a pris la suite d'un autre établissement cannois, le casino des Fleurs, qui occupait, en 1987-1988, la dix-huitième place avec un produit brut de 16 410 082 F. Grâce à une audacieuse politique de relèvement des mises (100 000 F au black jack,

par exemple), il a multiplié ses recettes brutes par cinq, dont la moitié obtenue en seulement deux mois et demi d'exploitation dans ses salles ouvertes, depuis le 15 août, sur le toit du Carlton. Si l'on considère les seuls jeux traditionnels, il se classe en quatrième position derrière Divonne, Deauville et Enghien.

Le dernier exercice a vu, enfin, la résurrection du Palm Beach de Cannes (onzième), qui dépasse les 50 millions de francs alors qu'il affichait, l'an dernier, un résultat négatif de plus de 11 millions de francs. L'exploitation de ce prestigieux casino n'est plus adaptée, cependant, aux besoins actuels de sa clientèle et devrait être complètement revue d'ici deux ans par la direction de la chaîne Barrière.

GUY PORTE

AU SOMMAIRE  
 DE JANVIER  
**Le Monde**  
**PHILATELISTES**  
 l'officiel de la philatélie  
 NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS  
 • Nouvel An : Jésus-Christ superstar.  
 • Les biens philatéliques de l'année 1989.  
 • La nouvelle Marianne est arrivée.  
 • Cartes postales : les inondations de 1910.  
**LE MONDE DES PHILATELISTES**  
 POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES  
 En vente chez votre marchand de journaux

**BENNETON**  
 Graveur-Héraldiste  
 Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
 Chevalières gravées  
 75, bd Malesherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

A partir de janvier  
**Edouard B**  
 (prêt à porter masculin)  
 soie ses collections :  
 « Cardin - New-men - Courrage - Lapidus  
 de Fursac - Hechter - Coup de Cœur »  
**JUSQU'A 40 %**  
 53, rue Lafayette 75009 Paris  
 Tél. : 48-76-86-70

## PC

### communisme

de qui rencontrera sur sa

son éditorial de Nouvel An, *Le Monde* a estimé : « L'avenir Selon lui, si « on ne peut nier les difficultés temporelles ne changeront rien à la crise sur le capitalisme ».

### grossière

choquer, si faire se peut, le rôle de la répression du printemps 89 sur le continent d'origine des Hongkongais. Le jour, quant à elle, feint d'ignorer l'aspect des choses. Le mobile de la protestation, tardive, venant de la part de la jeunesse de la capitale, n'était pas de dénoncer la nouvelle tentative de « libération » de Hongkong d'obtenir l'accession de Pékin, par un rassemblement public dimanche 10 décembre. Ce rassemblement était destiné à ouvrir le débat sur le futur sort de la colonie britannique à la veille d'un voyage que devait effectuer, Sir David Wilson, le gouverneur du 10 au 12 janvier, à Pékin.

F. D.

### AFGHANISTAN

#### Le commandant Massoud a fait pendre quatre moudjahidines d'un groupe rival

Le commandant Ahmad Massoud, un des principaux résistants afghans, a fait pendre quatre membres d'un groupe rival, accusés d'avoir « massacré » des hommes, dont des journalistes, au cours d'une attaque en juillet dernier sur le pays. Les juges militaires du commandant à Peshawar, au Pakistan, ont décidé, dimanche 25 décembre, à Taloan, dans la province de Takhar, que la frontière soviétique sud-afghane était membre d'un groupe fondamentaliste qui Hezb-i-Islami.

D'autre part, à Kaboul, le ministre de la sécurité, M. Habibullah, a affirmé, dimanche 25 décembre, qu'un groupe d'extrême droite, qui avait tenté d'organiser une attaque contre le régime de l'Union soviétique, avait infiltré des agents secrets de l'armée soviétique dans le pays. Le DPA (Parti démocratique afghan) a été accusé d'être à l'origine de cette attaque.

#### Mort du docteur Paul-Henri Grauwir

##### Le chirurgien de Dien-Bien-Pu

Le docteur chef honoraire de l'armée Paul-Henri Grauwir est né en 1924 le chirurgien de Dien-Bien-Pu, le chirurgien de l'armée française au Dien-Bien-Pu, pendant la guerre d'Indochine, est décédé, dimanche 25 décembre, à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, à l'âge de 65 ans.

Après 29 jours de maladie, le docteur Paul-Henri Grauwir est mort en l'endosant ses blessures. Il est affecté, en tant que médecin-chef, à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre.

Le docteur Paul-Henri Grauwir a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre. Il a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre.

Le docteur Paul-Henri Grauwir a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre. Il a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre.

Le docteur Paul-Henri Grauwir a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre. Il a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre.

Le docteur Paul-Henri Grauwir a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre. Il a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre.

Le docteur Paul-Henri Grauwir a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre. Il a été admis à l'hôpital de la Vallée-de-Grâce, à Paris, où il a été admis le 25 décembre.

### SCIENCES

#### Premier lancement commercial réussi de la fusée américaine Titan-III

Après neuf reports successifs depuis le 7 décembre, le premier lancement commercial de deux satellites par une fusée Titan-III de la société américaine Martin Marietta a eu lieu avec succès, dimanche soir 31 décembre, depuis Cap-Canastral, en Floride.

### DÉFENSE

#### Une lettre du général Fleury sur le missile ASMP

Nous avons reçu la lettre suivante du général d'armée aérienne Jean Fleury, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Votre article sur le missile Hadès, paru dans le *Monde* du 12 décembre, m'a beaucoup intéressé. J'ai cependant noté une erreur de fond que je me dois de redresser.

En effet, vous écrivez : « Le *Phonon* et l'*Hadès* (...) ont l'avantage d'être tous deux par rapport au missile *ASMP* ». Cette affirmation, dont j'ignore l'origine, est inexacte pour les raisons suivantes :

Le décollage des Mirage-2000 est techniquement possible quelles que soient les conditions météorologiques. Les pilotes s'y entraînent

d'ailleurs régulièrement au simulateur avec la seule aide de leurs instruments de bord, les impératifs du temps de paix nous interdisant depuis quelques années de pratiquer « en réel » de tels décollages.

Quant au vol proprement dit, il peut se dérouler et se dérouler souvent, à l'entraînement, partiellement ou totalement dans les nuages, de jour comme de nuit, et ce, indépendamment de l'altitude de vol choisie. Le tir même de l'ASMP ne nécessite pas la vue du sol, la puissance de l'arme étant adaptée à la précision du système de navigation de l'avion et du missile. Il est donc totalement indépendant des conditions météorologiques. C'est pourquoi le couple avion-ASMP peut être qualifié

sans ambiguïté de système d'armes tous temps.

Seul l'atterrissage sur le terrain de départ peut poser problème, mais, dans ce cas, l'ultime avertissement serait déjà délivré.

Les Pays-Bas se retirent du projet de frégate de l'OTAN. — Après la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne fédérale, les Pays-Bas ont décidé, à la fin de la semaine dernière, de se retirer du programme NFR-90 de fabrication d'une frégate commune à plusieurs membres de l'OTAN. Le ministère néerlandais de la défense a justifié cette décision par des considérations budgétaires. Le programme NFR-90 n'intéresse plus désormais que les Etats-Unis et le Canada. — (Corresp.)



## SPORTS

Le douzième rallye Paris-Dakar

## Le sable sans champagne

SABHA (Libye)

de notre envoyé spécial

Une piste d'aéroport, encore une, voilà ce qui attendait les concurrents du douzième rallye Paris-Dakar, dimanche 31 décembre, dans le désert libyen. Sabha succédait à Ghat. De la frontière algérienne au centre du pays, la caravane continue son périple. Des villes, de belles villes, perdues dans les dunes, au milieu de paysages merveilleux, se succèdent. La Libye est superbe.

La beauté de la longue colline de sable jaune, qui borde la piste de l'aéroport de Ghat, coupe le souffle. Cette couleur, ces vagues d'une mer morte, ce calme d'un paysage que l'on sait changeant au moindre souffle de vent, provoquent une émotion difficile à contrôler. Voilà le désert et sa solitude, voici ces terres étranges et nues, toujours semblables et jamais pareilles.

A Ghat, c'est une montagne aux rochers découpés par le vent qui vient créer la différence. Les habitants de la région la nomment Kaf-zoun, la montagne du diable, à cause de ses formes déchaînées. Mais le syndicat d'initiative local n'avait pas besoin de château cathare à l'horizon, la présence d'un vieux fort au-dessus de la ville suffisait amplement. Le rêve naïf, les souvenirs se bousculent, comme s'il fallait absolument trouver partout des points de repère, des références, au milieu de décors qui surprennent.

Décrire Ghat. Parler de sa vieille ville, abandonnée au profit d'immeubles modernes, risque de faire croire que la propagande des disciples de colonel a atteint son but. Alors il faut taire ces bâtiments scolaires pimpants, ces collégiennes en uniforme bleu et sans foulard, qui se rient des étrangers, ces gamins fiers de leur ceinture Pierre Cardin qui souhaitent avoir des nouvelles de l'ancien footbal-

leur Alain Giresse. « Libye terre des contrastes », voilà un slogan qui conviendrait parfaitement à Medjourn, l'agence de voyages que le gouvernement tente de promouvoir.

Ghat d'abord, Sabha ensuite viennent prouver que la Libye n'est pas facilement réductible à quelques images. L'odeur de mouton grillé qui parfume les échoppes proches du marché se mélange aux senteurs de thé. Elles rendent le restaurateur sympathique. Et ces habitants qui transportent gracieusement quelques touristes égarés dans un rallye sans grande surprise, pourquoi faudrait-il en faire des terroristes en mal de missions funestes ? D'un ULM dont la voile porte le nom d'une station des Alpes, un jeune Français tire une banderole publicitaire pour une marque de pétrole libyenne. Il survole la zone d'arrivée de l'étape du jour, car ici on connaît aussi la publicité et l'on sait l'utiliser même si, pour l'occasion, on fait appel aux techniques européennes.

Au bout de la piste de l'aéroport de Sabha, les avions militaires se dissimulent à peine. Les Libyens ne cachent pas leurs armes, dont ils sont fiers. Ils souhaitent simple-

ment que les étrangers s'éloignent un peu d'endroits trop confidentiels. Pour les « invités du Dakar », ils ont prévu un bivouac dans un club hippique situé en bordure de la ville. Club hippique sans chevaux, certes, mais avec de beaux bâtiments dorés dignes d'une colonie de vacances des bords de l'océan. À lire les banderoles en anglais qui saluent les visiteurs, on aurait plutôt tendance à croire qu'il s'agit d'un « centre mondial d'études et de recherche sur le Livre vert ». Un camp avec piscine et tennis où l'on apprend qu'il n'y a « pas de démocratie sans congrès populaire ».

## Un duvet pour des rêves

Un endroit charmant, au demeurant, pour fêter le « bout de l'an ». Car c'est ici, au centre de la Libye, qu'un millier de concurrents et d'accompagnateurs réveillonnent en ce dernier jour de l'année 1989. Pour eux, la cantine d'Africours a aménagé l'ordinaire qu'elle sert chaque soir à des participants en quête de réconfort. Bisque de homard, foie gras et dinde aux oignons et marrons doivent donner l'illusion du festin. Hélas ! Derrière les noms de mets à faire rêver se

cachent les habituelles boîtes de conserve au goût par trop semblable.

Le spectacle de musique et de danse prévu par les autorités a du mal à combler le vide que procure cette restauration commune. Loin des bougies, loin des bouteilles dont la seule évocation provoque de vagues sourires sur des visages fatigués, les randonneurs du Dakar dégustent Coca Cola et Fanta, uniques boissons autorisées dans un pays où la prohibition n'est pas un vain mot.

Evidemment, quelques débrouillards avaient prévu l'événement. Regroupés au pied d'avions ou isolés au fond de bâtiments du bivouac, ils ne parviennent pas à dissimuler le bruit de bouchons qui sautent dans la nuit. Un réveillon un peu triste, un semblant de fête, comme pour montrer encore plus combien on regrette cette civilisation qui l'on vient de quitter.

La nuit, les paysages sont invisibles, en Libye ainsi qu'ailleurs dans le monde. Mais c'est ici que l'impression de vide prend tout son sens, lorsque le soleil décline, lorsque le désert reforme son livre. Un millier de participants se retrouvent alors seuls avec leur duvet et ils rêvent. Ils tendent l'oreille pour percevoir le bruit des fourchettes, là-bas, de l'autre côté de la Méditerranée. Mais ils entendent seulement les groupes électrogènes qui rouronnent et les mécanos qui s'activent aux ultimes réparations.

Avant de faire la fête, les motards et les pilotes des voitures et des camions ont parcouru des centaines de kilomètres dans le désert, avec des fortunes très diverses pour les trois cent cinquante-sept encore en course. Parce qu'ils sont inscrits dans l'épreuve, parce qu'ils ont consenti de lourds investissements, des équipes de firmes japonaises poursuivent une lutte qui semble sans espoir contre la régularité des véhicules Peugeot.

Samedi 30 décembre d'abord, dimanche 31 ensuite, les voitures

## Vol de voiture

SABHA (Libye)

de notre envoyé spécial

Nouveau vol de voiture sur le rallye Paris-Dakar, dimanche 31 décembre. Cette fois, c'est une Toyota appartenant à deux concurrents des Sabhes d'Ollonne qui a été dérobée par des jeunes Libyens.

Vers 20 h 30, alors que Patrick Thomas et Patrice Joullain roulaient sur la route qui mène à Sabha, la voiture a été doublée par un autre véhicule qui les a obligés à se garer sur

le côté, à 40 kilomètres de la ville. Après avoir demandé du whisky, les agresseurs ont sorti un pistolet et une kalachnikov intimant l'ordre aux concurrents d'abandonner leur véhicule. Ce qui, ces derniers ont fait sous la menace des armes.

Les deux concurrents ont réussi à regagner le bivouac du rallye avant d'informer les autorités. Ces dernières ont prévenu la préfecture qui a indiqué qu'elle mettrait tout en œuvre pour retrouver le véhicule.

S. B.

## BASKET-BALL : Tournoi de Noël

## Les paniers de la discorde

L'équipe de France de basket-ball a terminé dernière du dixième Tournoi de Noël, disputé vendredi 29 et samedi 30 décembre au Palais omnisports de Paris-Bercy. Battus par une sélection de joueurs américains évoluant en France (101-91), puis par le Brésil (109-100), les joueurs français sont apparus hors de forme et guère motivés. Ce tournoi de fin d'année s'ajoute en effet à un calendrier déjà très chargé pour les internationaux.

Il y avait d'accort danseuses américaines, pomponnées comme des poupées Barbie, en provenance directe de Dallas (Texas). Et des musiciens français, déguisés en corsaires, venus plus modestement de Gravelines (Nord). Il y avait aussi, bien sûr, le Palais omnisports de Bercy, ses jeux de lumières, ses panneaux publicitaires et ses milliers de spectateurs venus assister à ce traditionnel Tournoi de Noël de basket-ball que Francis Jordane, l'entraîneur de l'équipe de France, qualifie de « virgine du basket français » ou que René David, président de la fédération, élève au rang de « fête nationale » de ce sport.

Tout était donc réuni pour que le spectacle soit de qualité. Tout sauf l'essentiel : l'enthousiasme des hôtes, les joueurs de l'équipe de France. Au-delà des paillottes et du rutilant, ils n'ont fait illusion qu'une vingtaine de minutes, vendredi 29 décembre, lors de la première mi-temps de leur demi-finale contre une sélection de joueurs américains évoluant dans l'Hexagone. A l'issue d'une seconde période calamiteuse, ils ont été battus (101-91). Résultat peu glorieux lorsque l'on sait que les Américains n'avaient jamais joué ensemble et qu'ils avaient été réunis quelques heures plus tôt pour pallier à la va-vite le forfait de Cuba. Le lendemain, en match de classement face au Brésil, les Français n'ont guère été plus brillants et se sont de nouveau inclinés (109-100).

La France n'avait jamais terminé à la dernière place de son tournoi. Sur le plan sportif, le résultat n'a rien de catastrophique car cette équipe nationale passe pour être l'une des plus capri-

cieuses du sport français, alternant depuis des années performances de choix et déconvenues inexplicables. Mais ses pitreries prestations de Bercy traduisent un malaise beaucoup plus profond : le Tournoi de Noël est peut-être, dans l'esprit de ses organisateurs, la « grande fête du basket » mais, pour les joueurs, il tient davantage de la corvée que du sommet de la saison.

Après le match contre les Américains, le très diplomate Francis Jordane avait beau déclarer que « certains joueurs ne sont pas au mieux, actuellement », le manque de fraîcheur et de bonne volonté de l'ensemble des internationaux n'avait échappé à aucun des sept mille cinq cents spectateurs. Du reste, la réaction de ces joueurs au sortir des vestiaires le confirme. Le Limougeaud Valéry Demory fonce tête baissée, se refusant à tout commentaire, de peur d'être trop agressif vis-à-vis de ce tournoi, donc de ses « supérieurs ». Son coéquipier Richard Daoury, secrétaire du syndicat national des joueurs créé en 1988, se montra plus disert : « Il faudra bien qu'un jour nous imposions notre volonté et que l'on mette un terme à cette farce ! »

## Un ballet de zombies

La question se pose en fait chaque année à la même époque : ce tournoi n'est-il pas l'épreuve de trop pour des joueurs qui sont déjà énormément sollicités ? Si l'on tient par exemple compte du cas des Limougeauds, la réponse ne fait guère de doute : les trois internationaux du CSP Limoges (Daoury, Demory, Ostrowski, auxquels on peut ajouter Georges Vestris, blessé) joueront jeudi 4 janvier à Split (Yougoslavie) en Coupe d'Europe des champions avant de recevoir les Grecs de Salonique une semaine plus tard. Tout cela agréablement, bien sûr, de quelques matches de championnat, assure aux éléments concernés des semaines à deux ou trois rencontres.

Dans ces conditions, la « fête de Bercy » n'est guère attirante, comme l'avoue Richard Daoury : « Contre les Américains, j'avais l'esprit ailleurs. Pourquoi le nier ? J'étais un véritable zombie sur le terrain ! Je pensais aux matches beaucoup plus importants qui nous attendent. Je comprends les

motivations de la fédération, mais tout cela nous dessert aux yeux du public, et il est normal qu'il soit déçu. »

Pour les uns, le Tournoi de Noël est donc une « virgine », pour d'autres, il s'agit d'une « farce ». A travers lui, c'est tout le problème du calendrier et de la place de l'équipe de France qui se retrouve posé. Le débat n'est pas nouveau, mais il n'a jamais été aussi urgent de le régler. L'équipe nationale est une fois de plus tiraillée entre les intérêts de la fédération et ceux des clubs. En clair, il est actuellement impossible d'avoir à la fois une sélection performante et des équipes de clubs brillantes (comme c'est le cas avec Limoges, Cholet ou Pau-Orthez).

Pour les joueurs comme pour René David, le président de la fédération, l'amélioration de la situation passe par une diminution du nombre de clubs en première division (de dix-huit à douze équipes), ce qui permettrait de réduire le nombre de matches et de relever le niveau de la compétition. « Il y a trop de différence entre certaines équipes », note ainsi Stéphane Ostrowski, dont l'équipe, Limoges, a facilement remporté ses vingt matches de championnat depuis le début de la saison. Cette diminution permettrait d'offrir aux joueurs des périodes de récupération et de libérer des dates pour l'équipe nationale. Francis Jordane pourrait enfin disposer de ses internationaux plusieurs jours durant, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Cette proposition ne convient évidemment pas à la plupart des clubs, qui perdraient ainsi le bénéfice de quelques recettes à domicile. La situation paraît donc bloquée. « Je n'ai pas de solution miracle à proposer, mais il va bien falloir en discuter tous ensemble », lance Richard Daoury.

Reste à savoir si le Tournoi de Noël, qui fête cette année son dixième anniversaire, fera les frais du débat qui devrait s'engager entre les différents parties. René David, argument à juste titre du succès populaire de cette épreuve (18 000 spectateurs en deux jours) et de son impact médiatique à une période creuse de l'année, annonce qu'il n'est pas question de le supprimer. Mais Daoury prévient déjà que ce tournoi ne « fera pas long feu ».

PHILIPPE BROUSSARD

## COMMUNICATION

## Censure à la télévision soviétique

Le magazine télévisé « Vaglad » (le regard), réputé pour son ton libre et impertinent, a été brusquement déprogrammé vendredi 29 décembre par Gosteleradio, la radiotélévision soviétique d'Etat. « Des hommes en civil ont fait irruption dans la veille de l'émission dans les studios de télévision et ont saisi tout le matériel vidéo », a annoncé le 30 décembre l'organe de la jeunesse communiste de Moscou, Moskovski Komsomlets.

Dénouant la suppression de cette émission très populaire qui devait comporter, selon lui, un passage du très officiel programme quotidien d'information « Vremia », le journal estime que cette initiative revient à « cracher sur l'opinion publique et ne pas tenir compte de ses avis ».

Le présentateur de l'émission, Alexandre Lioubimov, a affirmé que la direction de Gosteleradio avait invoqué sans plus de précision son souci de « réduire le nombre des émissions politiques pendant les vacances du Nouvel An ».

Selon plusieurs professionnels, l'avenir de l'émission — dont une prochaine édition est prévue pour le 5 janvier — est sans doute compromis, le magazine ayant fait l'objet de plusieurs cas de censure. — (AP, AFP, Reuters.)

□ Financement français pour la radio Africa N° 1. — Une convention de financement du Fonds d'aide et de coopération, d'un montant de 275 millions de francs CFA (5,5 millions de francs français), a été signée le 28 décembre à Libreville par le ministre d'Etat gabonais, M. Scharif Myboto, et l'ambassadeur de France, M. Louis Dominici. Elle doit permettre la reconstruction de l'équipe d'assistance technique mise en place par la société française Sofrad et financer des actions de formation professionnelle ainsi que la fourniture de certains matériels. Depuis 1981, les engagements financiers de la France vis-à-vis de cette radio panafricaine installée à Libreville se sont élevés à 56 millions de francs, ceux du Gabon ayant atteint 82 millions de francs.

□ Le dernier reportage de Jean-Louis Calderon sur la Cinq. — La Cinq diffusera le 5 janvier à 22 h 15 le reportage réalisé récemment en Afrique du Sud par Jean-Louis Calderon, mort à Bucarest au début du soulèvement roumain, et par Patrice Ducrest. Ce spécial Afrique du Sud de cinquante-deux minutes est une enquête sur les changements en cours dans ce pays.

## Deuxième étape

## Ghat-Sabha

**AUTOS**  
1. Vatanen-Berglund (Fin/Peugeot 405 T 16), 1 h 14 min 48 s de pénalisation ; 2. Waldegard-Fenouil (Sue/Swift 405 T 16) à 23 min 40 s ; 3. Wamborgue-Da Silva (Fra/Peugeot 205 T 16) à 28 min 58 s.

**MOTOS**  
1. Oriol (Ita/Cagiva), 6 h 48 min 23 s ; 2. Neveu (Fra-Yamaha) à 2 min 29 s ; 3. Peterhansel (Fra-Yamaha) à 5 min 49 s.

## Troisième étape

## Ghat-Sabha

**AUTOS**  
1. Vatanen/Berglund (Peugeot 405 T 16), 1 h 37 min 5 s de pénalisation ; 2. Wamborgue-Da Silva (Peugeot 205 T 16, Fra) à 12 min 14 s ; 3. Waldegard-Fenouil (Peugeot 405 T 16) à 12 min 14 s.

**MOTOS**  
1. Piorat (Yamaha, Fra) à 3 h 49 min 12 s ; 2. Pico (Yamaha, It.) à 1 min 47 s ; 3. Peterhansel (Yamaha, Fr.) à 3 min 51 s.

## Les résultats

**ATHLETISME**  
Corrida  
L'Equipeur Roland Vera a remporté, dimanche 31 décembre, pour la quatrième année consécutive la Corrida de San-Paulo. Le Mexicain Arturo Barrios a été imposé à Madrid et le Marocain Khalid Shah a gagné pour la deuxième fois à Houli (Yvelines).

**BASKET-BALL**  
Tournoi de Noël à Bercy  
Finale  
Amérique du Fr. b. Macédoï 76-67  
Match pour la troisième place  
Brésil b. France ..... 109-100

**BOXE**  
Championnat d'Europe  
Le Français Antoine Fernandez est devenu champion d'Europe des poids welters en battant aux points l'Ukrainien Le Rocos, samedi 30 décembre à Amiens. Agé de vingt-quatre ans, ce boxeur de Francorville qui a remporté sa trente et unième victoire en trente-et-une combats est le champion libéral couronné champion d'Europe en 1989.

**RUGBY**  
Coupe des provinces  
La sélection des Pyrénées a remporté la Coupe des provinces en battant la Côte basque (25-12), samedi 30 décembre à Nîmes.

## Classements généraux

## AUTOS

1. Vatanen (Fin, Peugeot 405 T 16), 4 h 8 min 31 s de pénalité ; 2. Waldegard (Sue, Peugeot 405 T 16) à 43 min 18 s ; 3. Wamborgue (Fra, Peugeot 205 T 16) à 52 min 38 s ; 4. Servie (Esp, Range Rover) à 1 h 30 min 58 s ; 5. Prieto (Esp, Nissan) à 1 h 45 min 53 s.

## MOTOS

1. Oriol (Ita, Cagiva) et Neveu (Fra, Sonauto-Yamaha), 12 h 57 min 33 s ; 2. Peterhansel (Fra, Sonauto-Yamaha) à 2 min 42 s ; 3. Pico (Ita, Yamaha) à 7 min 32 s ; 4. Piorat (Fra, Sonauto-Yamaha) à 7 min 51 s.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 5165

1 2 3 4 5 6 7 8 9  
I  
II  
III  
IV  
V  
VI  
VII  
VIII  
IX  
X  
XI

## HORIZONTALEMENT

I. Un grand charme. — II. Pour ceux qui veulent s'enfermer dans leurs coquilles. — III. Mise aux enchères. — IV. Qui donne donc des indications sur le temps. Maison de campagne. — V. Faire des coupures. — VI. Degré. Se lève quand on a tout vu. — VII. Un peu de rouge. Brille de mille feux. — VIII. Peut-être à cheval. Nom de poète, prénom de président. — IX. Une bonne pomme. N'est évidemment pas un homme de bonne foi. — X. Negro, en Argentine. Peut servir de coussin. — XI. Pas encaissées.

## VERTICALEMENT

1. Se lancer dans les grandes réalisations. Peut faire éclater la mine. — 2. Où il y a quelque chose de stupéfiant. Cherche à pincer. — 3. Le bon côté des choses. Un petit africain. — 4. Des fermes placées devant un choix. — 5. Peut nous faire passer pour un Jaune. Perdus dans une salle. — 6. Dont on a pris connaissance. Compréhensif. — 7. Vraiment simple. — 8. Divinité. Est parfois

aveugle. — 8. Exigeait des sacrifices humains. Utiles pour manier des tissus.

## Solution du problème n° 5164

## Horizontalement

I. Décadent. Foule. — II. Cété. Orléans. Is. — III. Ardiété. Arrière. — IV. Potelé. Mira. Râ. — V. Tues. Ebéniste. — VI. lit. lit. — VII. Verseau. Reno. VIII. Erimé. Arpents. — IX. Alerte. Este. — X. Age. Set. Eta. — XI. Orin. Calicot. Es. — XII. Parc. Unirois. — XIII. Es. Eclat. Traire. — XIV. Réa. Recr. Ecor. — XV. Sou. Kent. Tête.

## Verticalement

1. Captives. Opéra. — 2. Dérouler. Arasé. — 3. Elite. Réagir. As. — 4. Cédés. Silence. — 5. Il. Gène. Cru. — 6. Dotée. Utricule. — 7. Eté. Biset. Arasé. — 8. Na. Mété. Litre. — 9. Traire. Arsin. Un. — 10. Irriter. Ecot. — 11. Fêtes. Pétrole. — 12. Osé. Tirés. Tract. 13. Edenté. Sire. — 14. Lier. Entêté. Rit. — 15. Essai. Os. Assène.

GUY BROUTY

**MURS, MURS**  
FAIT FAIRE DES VILLES  
**NUMERO SPECIAL**  
**BERLIN**  
FAIT LE MUR  
43 54 13 92



**1. F.**







# On n'a jamais été aussi bien sur terre que dans l'Espace!



1980 Éric Tabarly bat en 10 jours 5 heures 14 minutes et 20 secondes le record de la traversée de l'Atlantique.  
1981 Le Dernier Métro de François Truffaut remporte un énorme succès à la soirée des Césars.  
1982 Le premier robot français avec reconnaissance des formes en site industriel est utilisé à l'usine Renault de Cléon.  
1983 Le compact disc est lancé sur le marché européen.  
1984 Renault invente un nouveau concept automobile: la Renault Espace.  
1985 Le sculpteur Christo emballa le Pont-Neuf avec 40 000 m<sup>2</sup> de toile.  
1986 L'Argentine gagne la Coupe du Monde de football.  
1987 Madonna fait un concert triomphal au parc de Sceaux.  
1988 Dotée d'une transmission intégrale, l'Espace devient l'Espace Quadra.  
1989 Renault se voit décerner le prix de la Décennie pour la Renault Espace.  
Hors des normes, hors des formes, telle est la Renault Espace, automobile spatiale, inventeur de sa propre mode qu'elle traverse et qu'elle dépasse...  
Renault Espace. On n'a jamais été aussi bien sur terre que dans l'Espace.

## Renault Espace: Prix de la Décennie de l'Automobile Magazine.

Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.

RENAULT présente elf

**RENAULT**  
DES VOITURES  
À VIVRE

F 0819 PUBLICIS

### LES FESTIVALS

**COCTEAU CINEASTE** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**SHERITE DURAS** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**BYO ROSSELLINI** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**SOUSPECTIVE PHILIPPE GAREL** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**JOY ALLEN** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.

### JAZZ, POP, ROCK

**BLUETOET** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**CAMBRIDGE** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**EAU DE LA MICHETTE** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**EX-CLUB LIONEL HAMPTON** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**JOHNSON** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.

### CONCERTS

**LES SAINT-JULIEN-LE-PAUPE** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**LES SAINT-LOUIS-EN-L'ILE** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.  
**LES FLETYEL** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.

### MUSIC HALL

**DE LA GARE** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.

### COMÉDIE MUSICALE

**LAINE DES CONGRÈS** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.

### RÉGION PARISIENNE

**MARVILLIERS (THÉÂTRE ÉDUCATION)** (45-46-33-97-77) : 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.

### ARTS EN VISITES

**MARDI 2 JANVIER**  
14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.

14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h.



## MÉTÉOROLOGIE

## Lundi 1<sup>er</sup> janvier

**CANAL PLUS**

- 20.30 Cinéma : Astérix chez les Bretons.** ■  
Film franco-danois d'animation de Pino van Laar (1985). Avec les voix de Roger Carel, Pierre Tornade, Pierre Mondy.
- 21.45 Flash d'informations.**
- 21.55 Magazine : Lundi sport.**  
Football : à 22.05. Max maz, de Didier Roussau ; à 23.05. football américain.
- 0.00 Cinéma :**
- Sans peur et sans reproche.** □  
Film français de Gérard Jugnot (1988).
- 1.35 Cinéma :**
- Douce nuit, sanglante nuit.** ■  
Film américain de Lee Harry (1987).

**LA 5**

- 20.40 Cinéma : Le bourreau des cœurs. □  
Film français de Christian Gion (1983).  
22.20 Spécial Paris-Dakar.  
22.35 Série : Le voyageur.  
23.10 Magazine : Arrêt sur image.  
23.45 Magazine : Ciné Cinq.  
0.00 Journal de minuit.

## M 6

- 20.30** Cinéma : Monsieur le président-directeur général. ■ Film français de Jean Gault (1988).
- 22.00** ► Téléfilm : L'homme-sandwich. De Michel Polak, avec Jacques Denis, Mireille Franchino.
- 0.00** Six minutes d'informations.
- 0.05** Magazine : Jazz 8. De Philippe Adler.

## Mardi 2 janvier

**17.00 Flash d'informations.**

- 17.00 Flash d'informations.
- 17.05 Amuse 3.
- 18.00 Magazine : C'est pas juste.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 19.55 Dessin animé : Kimboo.
- 20.05 Jeux : La classe.
- 20.30 INC.
- 20.45 ► La dernière séance. 1<sup>er</sup> film :  
La machine à explorer le temps. **AMC**  
Film américain de George Pal (1950). Avec  
Red Taylor, Alan Young, Yvette Mimieux.
- 22.25 Dessins animés. Bug's Bunny : Tex Avery.  
Film : Le Mirérid.
- 22.30 2<sup>e</sup> film : La guerre des cerveaux. **AMC**  
Film américain de Byron Haskin (1957). Avec  
George Hamilton, Suzanne Pleshette, Richard  
Carlson (v.o.).
- 1.00 Musique : Cocktail de nuit. Horacio Sal-

**CANAL PLUS**

- CINÉMA PLUS**
- 15.10 Pochettes surprises.**  
L'automobile, de Rebecca Ray ; Foutaises, de Jean-Pierre Jaumet.
- 15.30 Cinéma : Le bamba.** ■  
Film américain de Luis Valdez (1986). Avec El Diamond Phillips, Essi Morales, Rosalu De Soto.
- 17.25 Cabare cadin.**  
*En clair jusqu'à 20.30*
- 18.15 Dessins animés : Ça cartonne.**  
Présentés par Philippe Dana.
- 18.30 Top 60.**  
Présenté par Marc Toesca.
- 19.20 Magazine : Nuße par ailleurs.**  
Invitées : Elisabeth Teissier, Brigitte Lehaie.
- 20.30 Cinéma : Eclair de lune.** ■  
Film américain de Norman Jewison (1987). Avec Cher, Nicolas Cage, Vincent Gardenia.
- 22.10 Flash of informations.**
- 22.15 Cinéma : Vivre et laisser mourir.** ■  
Film britannique de Guy Hamilton (1973). Avec Roger Moore, Yaphet Kotto, Jane Seymour (V.O.).
- 0.10 Cinéma : La sentinelle des maudits.** ■  
Film américain de Michael Winner (1978). Avec Chris Sarandon, Christine Raines, Martin Balsam.
- 1.40 Documentaire :**  
**A Duke named Ellington.**

**LA 5**

- 6.20 Feuilleton : Thibaud**  
ou les croisades (4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> épisodes).
- 6.25 Dessins animés. Les triplés : Gigi ; Les**  
**Schtroumpfs ; Alice au pays des merveilles ;**  
Sous le signe des mousquetaires : Super nana.



TRACÉ DE LA DERNIÈRE CARRÉE  
du **Loto** 6/49  
DU SAMEDI 20 DÉCEMBRE 1999

2 6 8 13 24 42 49

PROCHAINES TIRAGES, EN ESPRIT 2000

RENDEZ-VOUS 4 JANVIER 2000 À 20 H 30  
27 JANVIER 4 JANVIER 2000 À 20 H 30

TRACÉ DU 2000, AU PLUS TARD 2000  
NE PASSEZ PAS L'ÉCHEC

chiffres de la dernière semaine

0 BONUS 100 F	27	1 570 370,00 F
0 BONUS 100 F	80	3 080 000 F
5 BONUS 50 F	8 FIVE	3 015,00 F
4 BONUS 100 F	257 UNO	65,00 F
3 BONUS 50 F	3 794 TREZE	6,00 F

BONNE DE SAISON 7770 281

3 BONS DÉPLACEMENTS - CHIFFREMENT 6,00 X 2 = 12,00 F

## 1.00 Rediffusions

**LA SEPT**

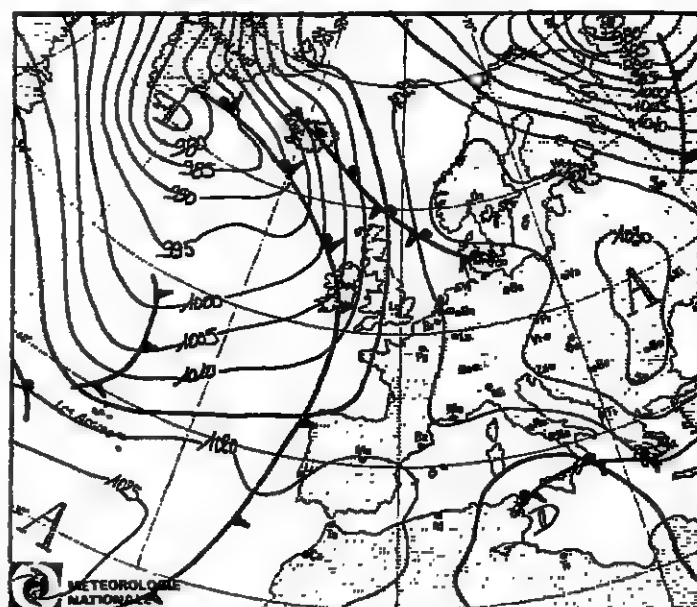
- 20.40 **Danse : La cathédrale engloutie.**  
Ballet de Jiri Kiylen.
- 21.00 **Le me souvenir des années 80.**
- 21.05 **Cinéma : Jour de fête.** 喜劇  
Film français de Jacques Tati (1948). Avec  
Jacques Tati, Paul Frankeur, Santa Rella.
- 22.30 **Documentaire :**  
A la recherche de la couleur perdue.  
De Claude Ventura et François Ede.
- 23.00 **Documentaire :**  
Sur les pas de Monsieur Hulot.  
De Sophie Tatischeff.

**FRANCE-CULTURE**

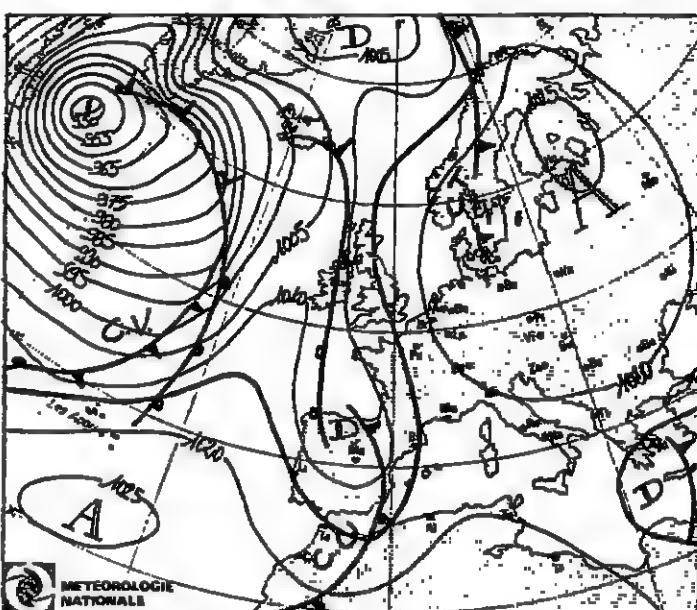
- 20.30 L'histoire en direct. 1<sup>er</sup> février 1954 :  
l'appel de l'abbé Pierre.  
21.30 Dramatique. La tortue qui chante, de  
Senoufo Agbota Zinsou.  
22.40 Cote d'amour.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda. La musique soul.

**FRANCE-MUSIQUE**

- 20.30 Renseignements sur Apollon.** Laurent Melchior chante un air de La Walkyrie de Wagner; Concerto pour piano et orchestre en ré mineur, op. 23, de Frédéric Chopin; M. Novikova chante un air d'Offenbach; Concerto pour piano et orchestre n° 5 en ré mineur, op. 73, de Beethoven; La Walkyrie au Puma Opera de New York; Concerto pour piano et orchestre n° 4 en sol majeur, op. 58, de Beethoven; Sériede n° 13 en sol majeur n° 525, de J. S. Bach; 257, pour piano et orchestre, op. 11, de Frédéric Chopin; deux préludes pour piano op. 11, de Scriabine, l'héroïne à Alger (extraits) du Rossini.
- 0.30 Textes et prétextes.**



### PRÉVISIONS POUR LE 2 JANVIER 1990 A 12 HEURES TU

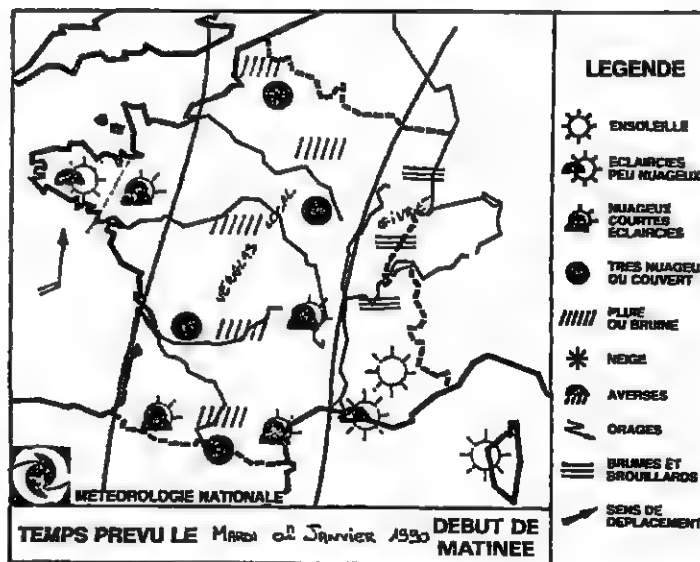


Sur les régions de l'Ouest, il y aura quelques éclaircies qui gagneront en soirée le Bassin parisien et le Nord.

La vent de sud, d'abord modéré, se renforcera en soirée sur la pointe de Bretagne.

Au petit matin, les températures seront encore basses sur les régions de l'est : 0 à - 3 degrés, voire moins par endroits. Plus à l'ouest, il fera entre 0 et 5 degrés. Près de la Méditerranée : 2 à 5 degrés.

En journées, on pourra tabler sur 8 à 10 degrés dans l'Ouest, 12 à 14 degrés dans le Sud-Ouest, 4 à 8 degrés plus à l'intérieur, 11 à 15 degrés près de la Méditerranée, et enfin, - 1 à 1 degré dans le Nord-Est.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé												
Valeurs extrêmes relevées entre le 31-12-89 et le 1-1-1990										le 1-1-1990		
FRANCE					LES ANGOLES							
ALMOCOR	15	5	P		TOULOUSE	18	2	N	LUXEMBOURG	21	8	
NANTES	14	5	P		POINTE-À-PITRE	30	23	A	MADRID	12	6	
BOURDEAUX	14	6	B		L'ÉTRANGER					MARRAKECH	18	10
BOURGES	6	-1	B		ALGER	16	12	N	MEXICO	24	7	
BREST	7	6	B		AMSTERDAM	1	1	C	NILAN	-1	4	
CAEN	1	-1	B		ATHÈNES	33	24	N	DELHI	21	20	
CHERBOURG	5	2	C		BANGKOK	33	24	N	D	MOSCOU	1	7
CLEMONTE-FEJ	9	2	N		BANGKOK	33	24	N	D	NATCHE	21	15
DIJON	0	-2	B		BANGKOK	33	24	N	D	NEW-YORK	11	-3
GENÈVE-SW	0	-4	B		BERLIN	0	-2	C		OSLO	-5	-13
LYON	1	0	D		BRUXELLES	1	1	P		PALESTINE-HA	16	5
LYON	-1	-4	D		LE CARRÉ	20	9	P		TEHRAN	3	-6
MARSEILLE-NE	12	0	D		CHERBOURG	1	0	P		VIENNE	5	26
NANCY	-2	-4	B		DAKAR	24	19	D		ROME	11	1
NANTES	3	1	B		DELHI	21	20	N		SINGAPOUR	27	25
NICE	13	3	B		DJENNA	18	15	A		STOCKHOLM	-1	-5
PARIS-MONT	0	-2	B		GENÈVE	1	-1	C		SYDNEY	27	22
PAU	16	4	N		BONGKONG	15	14	C		TOYOYO	10	1
PERPIGNAN	10	5	C		ISTANBUL	-	-	-		TUNIS	14	13
RENNES	1	0	B		JERUSALEM	12	7	N		VARSOVIE	-2	-2
STRASBOURG	1	-1	N		LEZAKO	17	12	P		VIENNE	6	2
STRASBOURG	-1	-3	B		LONDRES	4	3	P		VIENNE	6	2
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	
averse	brume	cil convert	cil déglé	N cil mugenx	orage	pluie	tempête	*				

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*







## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Mettant en œuvre son plan d'assainissement

## La Pologne augmente les prix de l'énergie et dévalue de 31,5 % le zloty

Appliquant progressivement le plan de stabilisation de l'économie polonaise, annoncé le 17 décembre à la Diète par le vice-premier ministre et ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, les pouvoirs publics ont mis en œuvre dès le 1<sup>er</sup> janvier de très fortes hausses des prix de l'énergie, dont beaucoup ont sextuplé (électricité, gaz domestique, chauffage central et eau chaude). En annonçant ces relèvements, le ministre des finances a indiqué que les nouveaux prix de vente étaient encore inférieurs aux prix de revient, les prix du charbon, dont l'extraction est maintenant beaucoup moins subventionnée, ayant eux-mêmes augmenté très fortement.

Ces hausses font suite à d'autres augmentations récentes qui ont touché les postes, les transports

long parcours, les automobiles... Cette politique avait été expliquée par le gouvernement à la mi-décembre : revenus peu à peu à une certaine vérité des prix en faisant disparaître les subventions et en laissant jouer les règles du marché.

C'est la même logique, préconisée par le Fonds monétaire international, dont dépend l'obtention de crédits nouveaux, qui explique la nouvelle et forte dévaluation du zloty décidée par la banque nationale, le 1<sup>er</sup> janvier. Le dollar est ainsi passé de 6 500 zlotys à 9 500 zlotys, s'appréciant de 46 %, tandis que la monnaie polonaise était, elle, dévaluée de 31,5 %. Cette nouvelle dépréciation du zloty, la onzième depuis la formation du gouvernement de M. Tadeusz Mazowiecki, a pour

but de rapprocher son cours de celui du marché libre afin d'arriver à terme à la convertibilité et à la libéralisation du commerce extérieur.

Cette marche en avant vers les règles de l'économie de marché aura - a déjà - un lourd coût social, que les autorités polonaises n'ont pas caché à la population. « Il est impératif d'agir vite et de façon radicale », avait déclaré, le mois dernier, M. Balcerowicz, avec l'accord total de M. Mazowiecki mais aussi de M. Walesa, qui dès le 16 décembre à Gdansk avait demandé aux Polonais de ne pas se révolter contre les mesures gouvernementales, aussi dures soient-elles. Ce serait la plus grande tragédie pour la Pologne, avait ajouté en substance le président de Solidarité.

Réunion des chefs d'Etat aux îles Galapagos

## Les nations du pacte andin se prononcent pour la création d'un véritable marché commun

A l'occasion du sommet qui s'est tenu fin décembre dans les îles Galapagos en Equateur, les chefs d'Etat des cinq pays membres du pacte andin (en Bolivie, Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela) se sont prononcés pour la création d'un véritable marché commun andin d'ici à 1995. Une manière de terminer sur une note un peu plus optimiste l'année du vingtième anniversaire de cette organisation et de se stimuler pour aborder la nouvelle décennie.

Principale décision de la réunion des Galapagos, l'approbation d'un « plan stratégique » pour la mise en place d'un grand marché et la réalisation accélérée d'un programme de libéralisation commerciale dans la région en 1995. Ce plan doit permettre de « renforcer les accords mutuels afin de parvenir rapidement à la réalisation d'un espace économique andin qui doit s'inscrire dans le nouveau contexte international ». Dans leur déclaration conjointe, les cinq présidents estiment que la rencontre des Galapagos « marque une étape

historique dans le processus d'intégration, qui pourrait être la plus importante depuis la signature de l'accord de Carthagène en mai 1969 ».

En tout cas, le pacte andin est au-delà des premiers objectifs qu'il s'était fixés et qui devaient théoriquement déjà être atteints au 31 décembre 1980 : mise en place d'une union douanière ; programmation commune du développement industriel ; régime unique à l'égard des capitaux étrangers.

## Le protocole de Quito

En dépit des succès initialement obtenus dans les domaines de la libre circulation des produits et de l'application d'un tarif extérieur commun minimum, le groupe andin est divisé depuis 1974 par l'interprétation à donner au régime commun à l'égard des investissements étrangers. C'est d'ailleurs cette querelle qui avait servi de prétexte au Chili du général Pinochet pour se retirer de la zone en 1976.

Depuis la signature du protocole de Quito en 1987, chaque membre est libre d'élaborer sa propre législation sur les investissements étrangers. En même temps, l'approche

globale s'est modifiée : partant d'une rigueur qui se voulait contraignante envers les pays extérieurs à la zone, les membres peinent aujourd'hui pour plus de souplesse. Ils suggèrent notamment de lever tous les obstacles que l'un ou l'autre d'entre eux serait enclin à poser au programme commun de libéralisation commerciale.

Pour les dirigeants économiques des pays du pacte, la responsabilité de ces échecs relatifs incombe au premier chef aux bailleurs de fonds étrangers, qui retirent d'importants bénéfices de leurs investissements en négligeant de réinvestir sur place. Pourtant, à en croire les propres statistiques du pacte andin, de 1971 à fin 1988, les fonds investis sont passés de 3,3 milliards de dollars à 8,9 milliards. Il n'empêche que ces soutiens extérieurs ne suffisent pas à remettre en marche des machines économiques grippées, aux prises avec un endettement croissant.

Dans l'immédiat, les membres du pacte andin étudient la possibilité d'introduire un passeport et des papiers d'identité communs aux cinq pays, en attendant de mettre en œuvre de nouveaux moyens pour dégager leur économie de l'enlèvement.

JEAN-CLAUDE BUHRER

## INDUSTRIE

Alors que la domination japonaise s'affirme inexorablement

## Le coréen Samsung devient le treizième producteur mondial de semi-conducteurs

Mauvais cru pour l'industrie mondiale des semi-conducteurs, qui a progressé à petite vitesse en 1989. Pour la seconde année consécutive, Samsung crée l'événement en gagnant cinq places dans le palmarès de Dataquest - dont il était absent il y a deux ans - pour se hisser au treizième rang mondial. Tandis que les positions américaines continuent de s'éroder, Japonais et Européens ont maintenu les leurs l'an passé.

Comme prévu, 1989 aura été difficile pour l'industrie mondiale des semi-conducteurs : pénalisée par la crise de l'informatique - son plus gros débouché - elle n'affiche qu'une croissance de 10 %, très inférieure à celle de 1988 (33 %) et de 1987 (23 %), selon les chiffres annuels que l'Institut Dataquest, référence en la matière, doit rendre publics en ce début du mois de janvier.

Les lignes de force constatées l'an passé n'ont guère évolué en un an : avec des ventes en hausse de 6 % seulement, le lent affaiblissement des Américains s'est confirmé, leur part de marché tombant à 35,4 % (à comparer avec 37 % en 1988 et 39 % en 1987). A l'inverse, la domination japonaise s'est confirmée : ils occupaient pour la première fois en 1988 la moitié du marché mondial. L'année suivante, cette position était montée à 51,3 %. Déception, en revanche, pour l'Europe, qui

tombe sous la barre symbolique des 10 % pour ne plus occuper que 9,7 % du marché mondial (10 % un an plus tôt, 11 % en 1987). Les compagnies de la zone Asie-Pacifique, bien que venant de très loin, gagnent du terrain pour ravir une part de marché de 3,6 % (3 % auparavant) grâce à une croissance de 43 % de leurs ventes. Comme l'an passé, cette émergence reflète la percée spectaculaire du coréen Samsung : encore absent il y a deux ans du palmarès des vingt premiers producteurs mondiaux, il s'était hissé en 1988 à la dix-huitième place, affichant une hausse de ses ventes de 176 %. Il a confirmé cette performance en 1989, bondissant à la... treizième place, grâce à des ventes en hausse de 42 %, dépassant largement le seuil symbolique du milliard de dollars de chiffre d'affaires. Samsung occupe désormais 2,3 % du marché mondial, talonnant le tandem franco-italien SGS-Thomson.

## Un seul européen dans les dix premiers

Renforcé à la suite de plusieurs acquisitions, dont la plus importante a été celle de l'anglais Immos, SGS-Thomson affiche un joli taux de croissance (de 20 %, le double de la moyenne mondiale) et conserve le douzième rang mondial. Dans le peloton des dix premiers, on ne trouve plus qu'un européen : le néerlandais Philips, qui conserve son placement malgré des ventes en baisse de 3 %. L'allemand Siemens, qui avait connu

en 1988 un brusque accès de faiblesse, affiche la plus belle croissance de ce classement : + 52 %. Il regagne donc cinq places, pour se hisser au quinzième rang.

Illustration ensuite du recul américain : Texas Instruments et Intel - deux figures de proue - perdent une place dans le hit-parade mondial, rétrogradant respectivement à la sixième et à la huitième position, au profit, dans les deux cas, de producteurs japonais. De même, le numéro un mondial des télécommunications, l'américain ATT (American Telegraph and Telephone) risque de sortir du peloton de tête puisqu'il n'occupe plus que la vingtième place et affiche une croissance de 2 % seulement de ses ventes. Aucun changement, en revanche, en tête du tableau d'honneur : NEC, Toshiba et Hitachi se partagent les trois premiers prix, occupant à eux trois... un quart du marché mondial. Autrement dit, si un semi-conducteur sur deux vendu dans le monde est nippon, un sur quatre est fabriqué par l'un de ces trois industriels japonais.

A noter, également, la forte concentration de cette industrie : les dix premiers producteurs mondiaux occupent 56,4 % du marché mondial et les vingt premiers 73,8 %. Seuls les plus gros pourront survivre, en raison des frais de recherche-développement que requiert le secteur : le chiffre d'affaires du numéro un mondial, NEC, approche les 5 milliards de dollars, soit près de 30 milliards de francs.

FRANÇOISE VAYSE

## REPÈRES

## PRODUCTION INDUSTRIELLE

Hausse de 5,2 % en un an en France

L'indice mensuel de la production industrielle en France, calculé par l'INSEE, a augmenté de 1,1 % en octobre par rapport à septembre, passant d'un mois à l'autre de 112,3 à 113,5 sur la base 100 en 1980 après correction des variations saisonnières. En un an (octobre 1989 comparé à octobre 1988), la progression est de 5,2 %. La production des biens intermédiaires augmente de 5 %, celle des biens d'équipement professionnel de 4,4 %, celle des biens de consommation courante de 7,3 %. Quant à la production automobile, elle progresse de 8 %. C'est le bâtiment et les travaux publics qui connaissent la croissance la moins vive avec + 3 %.

## DETTE

La RFA allège la charge du Sénégal

La RFA a annulé une partie de ses créances sur le Sénégal, en transformant en subventions, 1,1 milliard de francs de prêts consentis entre 1968 et 1982. En fait, en tenant compte des intérêts dus, la RFA renonce à 1,4 milliard de francs. L'annulation porte sur quarante-trois accords qui concernent l'hydraulique, l'industrie, l'habitat, l'agriculture, l'environnement. - (AFP.)

## INSOLITE

## Le feu à la friterie

Triste fin d'année pour le numéro un mondial de la friterie surgelée, le groupe agroalimentaire canadien McCain Foods. Un incendie a détruit, dimanche 31 décembre, une bonne partie des installations du groupe, situées à Florenceville, dans la province du Nouveau-Brunswick, dans l'Est canadien, provoquant plusieurs millions de dollars de dégâts matériels.

Le plus grave est que cet incendie s'est déclaré dans un bâtiment, adjacent à l'usine, qui abritait les entrepôts frigorifiques. L'intervention des sapeurs-pompiers « a été rendue très difficile par un froid intense qui a fait décoller bon nombre de tuyaux d'arrosage », note l'AFP. Presque une histoire belge, en quelque sorte.

## EN BREF

□ Une filiale de KKR en cessation de paiement. - Hillsborough Holdings Corporation, filiale de la firme d'investissement Kohlberg, Kravis, Roberts and Co (KKR) spécialisée dans le rachat de firmes par effet de levier (*leveraged buy out*), a demandé à bénéficier de la protection de la loi sur les faillites après le rejet par ses actionnaires d'un plan de restructuration. C'est la première société contrôlée par KKR qui se trouve en situation de cessation de paiement, ce qui ne manquera pas d'intéresser les investisseurs détenant des « junk bonds ». En effet, KKR a émis nombre de ces obligations risquées mais offrant un rendement élevé au cours de ces trois dernières années afin de financer ses achats de sociétés. Hillsborough avait été formée par KKR en 1988 pour effectuer le rachat pour 2,4 milliards de dollars (environ 14,4 milliards de francs) de Jim Walter Corporation, un groupe américain de matériaux de construction que KKR a revendu ensuite.

□ Ciments français vont accroître sa part dans une entreprise espagnole. - Le groupe Ciments français a présenté une demande pour lancer une OPA sur 10 % du capital de la société espagnole Financiera Y Minera (cimenterie, carrières de granulats), dont il détient déjà 24 % (*le Monde* du 3 octobre), selon des informations recueillies, samedi 30 décembre, de source boursière à Madrid par l'AFP. Le coût de l'OPA pourrait atteindre 7 milliards de pesetas (350 millions de francs). Le groupe français est prêt à payer 10 500 pesetas (525 francs) par action Financiera Y Minera, dont le dernier cours de clôture était de 8 300 pesetas, selon la même source. A la suite de plusieurs opérations (prise de participation dans

## SOCIAL

Ancien dirigeant de la CFDT

## M. Pierre Héritier souhaite la constitution d'une centrale syndicale « unitaire »

Dans un article que vient de publier la *Nouvelle Revue socialiste*, M. Pierre Héritier, ancien secrétaire national de la CFDT, où il représentait la sensibilité de gauche, préconise « un grand chambardement » du mouvement syndical, qui est « loin d'être sorti du tunnel ». M. Héritier doute que « la constitution d'un syndicalisme fort et indépendant puisse être l'œuvre de l'une des confédérations ». Tablant sur « la volonté unitaire des salariés », il estime que « le ressort d'un renouveau syndical passe incontestablement par un processus d'unification qui ne doit a priori, exclure personne ».

« L'avenir passe incontestablement », affirme M. Héritier, par la

constitution d'une centrale unitaire, indépendante, démocratique, ancrée de fait à gauche par le choix des valeurs et des références qui constituent un patrimoine commun à la majeure partie du salariat ». Récusant tout modèle social-démocrate ou léniniste, il estime que l'unification ne viendra ni des appareils - qui ont « tous tendance à résister » - ni d'une démarche institutionnelle, mais d'une mobilisation des salariés. « En définitive, conclut-il, c'est le mouvement social lui-même qui sera déterminant... mais il ne se déterminera pas si l'idée n'est pas explicitée publiquement, si la discussion n'est pas publique, si la voie n'est pas explorée à tous les niveaux ».

## AGRICULTURE

## M. Mellick recevra les conchyliculteurs de l'étang de Thau

Lassés de la lenteur avec laquelle sont distribuées les aides qui leur ont été promises pour compenser l'interdiction de la vente de leurs coquillages, les conchyliculteurs de l'étang de Thau ont paralysé, samedi 30 décembre, le trafic ferroviaire à la hauteur d'Agde (Hérault) pendant trois heures et occupé les mairies de Mèze, Loupian, Marseillan et Bouzigues. Les maires des communes concernées ont demandé une entrevue au président de la République pour l'entre-tien de la situation dramatique de cette profession empêchée de commercialiser ses produits, depuis le 14 décembre, en raison de la présence de salmonelles.

A la demande de la présidence de la République et de M. Lionel Jospin, qui assure l'intérim du premier ministre, M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, recevra, le 3 janvier, les élus et les représentants des conchyliculteurs. Il rappellera les mesures d'urgence adoptées le 22 décembre à leur intention : exonération des charges sociales et aménagements fiscaux ; allocation de chômage partiel pour les salariés ; remboursements différés des prêts ; avances gratuites ; remise à niveau de l'activité conchylicole grâce à une subvention de 7,5 millions de francs.

## TRANSPORTS

## Vive progression du trafic du port de Rotterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

1989 a été « une année record » pour le port de Rotterdam, où 292 millions de tonnes de marchandises ont été reçues et traitées. Ce tonnage reflète, pour la deuxième année consécutive, une progression de 7 % de l'activité du port néerlandais.

La hausse du trafic a été la plus marquée (+ 18 %) dans le secteur des produits pétroliers, dont les importations ont sensiblement augmenté. Avec 126 millions de tonnes, ces produits constituent toujours la plus grosse partie du trafic portuaire. De bons résultats

ont également été enregistrés dans le secteur des minerais.

Les douze mois écoulés ont encore été caractérisés par un accroissement sensible du trafic des biens de consommation et des produits manufacturés. Les marchandises transportées en conteneurs ont représenté 38,4 millions de tonnes (+ 11 %) et celles livrées dans d'autres conditionnements (en « vrac ») ont enregistré une évolution équivalente.

La seule contre-performance est à noter dans le secteur des matières agricoles (céréales, oléagineux, alimentation animale), qui n'a totalisé qu'un peu plus de 20 millions de tonnes.

CHRISTIAN CHARTIER

## CHRONIQUE

0... La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.

La chronique de l'actualité économique et sociale.



# ÉCONOMIE

## CHRONIQUE

PAUL FABRA

### Doit-on avoir peur de l'avenir ?

**Q** L'APRÈS les extraordinaires événements qui ont marqué, en Europe centrale et en Europe de l'Est, le dernier trimestre de 1989, on entre dans la nouvelle année avec un sentiment d'incertitude peut se comprendre. Mais la crainte devrait n'y avoir aucune part, en tout cas aucune part importante.

Ce qui s'est passé là-bas, grâce au courage de peuples recrus d'épreuves et grâce au consentement de Mikhail Gorbatchev, débouche sur une promesse d'ordre, et il dépendra beaucoup de nous que celle-ci se réalise. Ce n'était pas le cas dans l'Europe d'avant la démocratisation de la Pologne et de la Hongrie, l'ouverture du mur de Berlin, le retour à une vie politique et à la liberté en Tchécoslovaquie, la chute de la dictature de Ceausescu. C'était l'impuissance, une tragique impuissance, qui régnait alors sur le Vieux Continent, sous le couvert d'une division nette et tranchée entre deux blocs militaires.

Entre ces deux blocs, la France, pour faire entendre sa voix, risquait de s'enfermer dans un jeu diplomatique-militaire qui, à la longue, pouvait devenir totalement stérile. En appelant à l'indépendance « vis-à-vis des superpuissances », et notamment des États-Unis, tant que la RFA tient sa place de bon élève atlantique ; se rapprocher des Anglo-Saxons et de l'Alliance alors que les Allemands, sur des indices incontrôlables, sont soupçonnés de velléités nationalistes ou simplement de ne pas assez oublier leur droit de réunification.

La Realpolitik dérivée d'un gaullisme désincarné menaçait de se muer en pure abstraction, puisqu'il était entendu, par hypothèse, que rien ne viendrait, à vue humaine, bouleverser les « réalités issues de la deuxième guerre mondiale ».

Quelle pouvait être au bout du chemin la « grandeur » d'une politique qui, en faits sinon en paroles, s'est, au fil

des ans, de plus en plus coupée des perspectives que, gratuitement ou pas (personne ne le saura jamais), de Gaulle avait grandes ouvertes en parlant d'une « Europe européenne » destinée à s'étendre un jour jusqu'à l'Oural ? La grandeur et la mission spéciale de la France, rappelée à l'envi — et de cela on doit leur savoir gré — par nos gouvernants peuvent-elles reposer sur l'accommodation à un statu quo par ailleurs inacceptable au regard du droit hautement et justement proclamé, à Paris, des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Il est vrai que le changement d'échelle qu'implique brusquement l'ouverture des pays du centre et de l'Est de l'Europe ouvre le jeu, mais simultanément il donne prise sur la réalité. Il serait déplorable que la France, par la voix et les actes de ses représentants officiels, paraisse se préoccuper d'abord et avant tout de son désir de préserver coûte que coûte son pré carré.

C'est ici, disons-le sans ambages, que la passion renouvelée pour l'intégration de l'Europe communautaire, c'est-à-dire jusqu'à un nouvel ordre (repoussé à une date indéterminée), pour l'intégration d'une partie de l'Europe occidentale (les Douze dans leurs frontières actuelles), apparaît sinon suspecte, du moins trop circonscrite pour ne pas conduire à des impasses.

On a dit plus haut que l'avancée de la démocratie dans les pays d'Europe centrale, l'aspiration de ces peuples à la liberté d'expression, de lecture, de contacts avec les étrangers, leur aspiration aussi à une vie matérielle décente, elle-même ouverte sur le monde extérieur (les ouvriers hongrois en ont probablement assez d'avoir à choisir, pour

leurs vacances, entre quelques stations de demi-montagne ou le lac Balaton), bref, que cet extraordinaire bouillonnement portait en lui des promesses d'ordre et que nous pouvions puissamment contribuer à leur réalisation.

Une première chose est certaine et incline à l'optimisme : les reculs déjà enregistrés de l'ancien régime, s'ils ne créent pas ipso facto — il s'en faut de beaucoup — la prospérité et la bonne entente entre des nations en train de se relever de leur longue prostration, mettent déjà fin à une forme de désordre particulièrement intolérable.

Non seulement les démocraties qui s'étaient qualifiées de populaires avaient instauré un régime voué par sa nature à engendrer la régression économique, et cela sans compensation (la pollution, la corruption, l'annihilation du sens critique sont encore beaucoup plus graves à l'Est qu'à l'Ouest), mais en vertu du rôle dirigeant dévolu au Parti communiste elles bloquaient toutes possibilités de réformes sérieuses.

**T**ANT par son potentiel propre que par son appartenance à la nation allemande, la RDA est sans doute la mieux placée pour obtenir le plus rapidement l'efflux massif de capitaux qu'engendrerait le développement de ce pays s'il est prêt à prendre les mesures radicales qui s'imposent (rétablissement de la propriété privée, stricte rigueur budgétaire, stabilisation de la monnaie).

Ajoutons ceci en passant, bien que la remarque soit essentielle : si les conditions ne sont pas ainsi préparées par la RDA pour accueillir les capitaux de l'extérieur, c'est-à-dire en fait les capitaux ouest-allemands, elle se videra, comme c'était déjà le cas avant la

construction du mur en 1961, de ses habitants les plus actifs. Ceux-ci iront chercher du travail en RFA, là où les capitaux peuvent s'investir pour leur créer des postes de travail.

A supposer — ce qui est souhaitable — que ce soit la première option qui soit choisie par les futurs dirigeants de la RDA à la suite des élections promises pour le printemps, sa mise en œuvre ne pourra s'opérer qu'en étroite coopération avec la RFA, gouvernement, industriel, et banques. Les partenaires de la RFA au sein de la Communauté, et en particulier la France, en prendront-ils ombrage au point d'essayer de freiner le mouvement sous le prétexte que les engagements en faveur du grand marché unique « intégré » sont prioritaires ?

Si tel devait être le cas, ce serait prendre une lourde responsabilité à la fois vis-à-vis des pays de l'Est et vis-à-vis de la Communauté. En ce qui concerne les premiers, la raison en est évidente : tous ont besoin que des résultats soient le plus vite possible obtenus pour prouver que la voie difficile des réformes radicales est la plus efficace.

A l'égard de la Communauté, c'est tout un réexamen de sa fonction, de ses possibilités réelles, des sources véritables de son pouvoir d'attraction, qui s'impose après la formidable campagne de propagande entreprise par Jacques Delors et son équipe pour faire croire — peut-être le croient-ils eux-mêmes — que la prospérité des Européens exige la mise en œuvre scottée d'une union économique et monétaire, impossible à définir clairement en l'absence de la création d'un super-État fédéral ouest-européen mais dont on sait seulement qu'en attendant elle consisterait à donner à chaque pays membre le droit de

mettre le nez dans les affaires du voisin. En d'autres termes, une recette infallible pour semer le discord.

La France a mieux à faire qu'à se poser en champion tardif d'une « intégration » dont elle serait la première, on le sait bien, à discuter les conséquences pour peu que ces dernières ne soient pas les avantages politiques qu'elle en attend.

**C'**EST la France qui a inventé pour l'Europe la notion, ô combien féconde et réaliste ! de Communauté. Celle-ci n'implique pas la renonciation par chaque peuple de son existence en tant que nation (ne pas soutenir l'effort de leurs frères de l'Est équivaudrait pour la RFA à une telle renonciation). Elle consiste à faire obligation aux pays membres de favoriser leurs intérêts communs (lesquels sont évidents et considérables) et de ne plus se traiter mutuellement en « monstres froids ».

Plus que jamais, l'Europe qui s'élargit a besoin d'une structure souple d'accueil. En « fédéralisant » le traité de Rome, on lui rendra un atout décisif. C'est des révolutions politiques et nationales qui viennent de mobiliser des foules à Varsovie, à Budapest, à Berlin, à Leipzig, à Prague, à Bucarest. Rien qui cadre mieux avec la pensée française. Mais ces révolutions politiques et nationales sont au service d'une aspiration plus générale, celle d'avoir les mêmes chances que les Européens de l'Ouest, de vivre avec eux aussi bien qu'eux.

C'était aussi pour cette raison qu'après le mort de Franco les Espagnols étaient si impatients de rentrer dans le Marché commun. C'était pour eux une façon d'exorciser à tout jamais le souvenir de la guerre civile, le « plus jamais ça » qu'on ne cesse de répéter aussi en Allemagne. La mission politique de la Communauté, c'est là qu'il faut la chercher.

## ENQUÊTE :

# CE QUE SAVENT NOS ENFANTS

Nos enfants savent-ils lire et compter correctement ? C'est à cette question que l'évaluation des élèves de CE2 et de sixième répond. Même si les mécanismes de base sont rapidement acquis, de nombreux élèves connaissent de grosses difficultés en lecture et en calcul. Le Monde de l'éducation présente et analyse les résultats détaillés de cette évaluation. Un dossier qui remonte aux sources de l'échec scolaire.

### PARIS : LA GRANDE MISÈRE DES UNIVERSITÉS

Amphis bondés, locaux saturés, conditions de sécurité insuffisantes, manque d'enseignants : rien ne va plus dans les treize universités de la région parisienne. Le « plan national de développement universitaire » du ministère suffira-t-il à leur redonner une dimension humaine ?

### PRATIQUE : CONSTRUIRE UN PROJET PERSONNEL D'ORIENTATION

Nombre d'élèves se plaignent d'être mal orientés. Aujourd'hui, collégiens et lycéens peuvent ébaucher un projet d'études en fonction de leurs aptitudes, de leur niveau et de leurs goûts personnels. Parce que l'orientation est déterminante pour le choix d'un métier, le Monde de l'éducation explique dans le détail la marche à suivre.

### LES DROITS DES ENFANTS

Dans tous les pays les enfants souffrent d'abus de toute nature. C'est pourquoi les Nations unies viennent d'adopter une convention visant à protéger les moins de dix-huit ans. Le Monde de l'éducation a rencontré celles et ceux qui se battent pour l'honneur des enfants.

**Le Monde**  
DE  
**L'ÉDUCATION**

des

NUMÉRO DE JANVIER - 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux

de la CFDT  
haite la constitution  
dicale « unitaire »

constitution d'une...  
taire indépendante...  
ancre de fait à...  
choix des valeurs...  
qui constituent un...  
man à la majeure...  
riété. Révisant...  
social-démocrate...  
saline que l'enfian...  
ni des appareils...  
démocratie à résister...  
d'une mobilisation...  
« En définitive, con...  
saura déterminant...  
démocratie pas si...  
explicité pratique...  
classique n'est pas...  
voix n'est pas exp...  
nouveaux ».

es conchyliculteurs  
de Thau

A la demande de...  
de la République...  
Jaspin, qui assure...  
ministre, M. Jaspin...  
ministre délégué...  
recevra, le 3 janvier...  
représentants des...  
Il rappellera les...  
adoptées le 22 dec...  
intention : exonerat...  
sociales et aménage...  
allocation de chôme...  
les salariés ; rembo...  
fiers des prêts ; avan...  
remise à niveau de...  
conchylicole grâce à...  
tion de 7,5 millions de

e du port de Rotterdam

ont également été entr...  
le secteur des minér...  
Les douze mois...  
encore été caracté...  
accroissement sévèr...  
des biens de consom...  
produits manufactur...  
chaudres transport...  
neurs ont représenté...  
de tonnes (+ 31,1 %)...  
d'années consécut...  
« crise » ont...  
évolution équivalente...  
La seule contre-pa...  
à jouer dans le sect...  
agroalimentaire (céréal...  
monétisation internat...  
fié qu'un peu plus d...  
de tonnes.

CHRISTIAN CHIFFRE

vingt-cinq professeurs...  
par l'Association...  
sciences...  
(ANDES) Ce p...  
sélectionné 29 docu...  
« la personne »...  
plus contributeur...  
des activités de...  
boudé ». Outre M...  
la liste des person...  
tionnés par trois com...  
de l'économie et de...  
pauvres MM. Jean...  
(Thomson-CSF) et...  
Lévy-Lang (Compagn...  
Jean Pevrelévac...  
Vilain (Saurat) géom...

« réforme fiscale en Tunisie...  
la Tunisie allège...  
d'impôt en adoptant...  
nouveau, dernière...  
plus importante. Le...  
le Fimpo, sur la re...  
système de 65 % a...  
point a été décidé...  
l'urgence une frappe...  
bilogique, due, sans...  
système fiscal...  
l'impôt sur le...  
32 % de m...  
système de l'indus...  
l'impôt sur le...  
système de la p...  
qui est de l'impôt...  
adopté la TVA...  
1988 avec 10...  
7 % et 20 %).

Le Monde  
SCIENCES  
ET MÉDECINE



## Le financement des partis politiques

## Le RPR renonce à saisir le Conseil constitutionnel

Après ses décisions sur la loi de finances pour 1990 et le collectif budgétaire (le Monde daté 31 décembre et 1<sup>er</sup> janvier), le Conseil constitutionnel doit examiner huit autres textes adoptés au cours de la session parlementaire qui vient de s'achever. C'est, bien entendu, l'appréciation qu'il portera sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, et donc sur l'amnistie des délits politico-financiers qui est le plus attendu.

Les grands mouvements de menton, au nom de la vertu outragée, ont fait place, au fil des jours, à la passivité, parfois même à la complicité. Au printemps, l'opposition, toutes tendances confondues, avait clamé qu'elle ne laisserait pas les socialistes tenter d'amnistier les délits commis à propos du financement des partis politiques et des campagnes électorales. Elle était même prête, assurait-elle (quoique, pour une fois, les communistes étaient d'accord avec la droite), à renverser le gouvernement.

L'été et surtout l'automne ont calé bien des ardeurs. A l'UDF d'abord, puis à l'UDF. Il s'est trouvé des voix pour remarquer que toutes les formations politiques, tous les candidats à des élections difficiles, avaient eu besoin de recourir à des moyens de collectes financières que la loi réprimait. Tant et si bien que, lorsque les socialistes proposèrent de rétablir l'article d'amnistie — prudemment retiré en première lecture, — ils ne furent plus seuls pour tenter de blanchir ceux qui, sans en avoir retiré un profit personnel, avaient contribué à doter les animateurs du débat politique d'espèces sonnantes et trébuchantes.

Il ne restait alors, accrochés sur un refus de principe, que le PC et le RPR. Et encore. Chez les « chiraquiens », bien des gens « raisonnables » commencèrent à expliquer que la raison, justement, pouvait commander une attitude plus prudente. Voir là une conséquence du développement de l'affaire de Toul, qui amène la justice à s'intéresser de près à certaines sociétés financières dirigées par

des amis du maire de Paris, serait certainement faire preuve de mauvais esprit !

Un député RPR, en tout cas, ne voulait pas ranger la vertu dans le tiroir des intérêts bien (ou mal) compris du parti : M. Pierre Mazeaud. Depuis des mois, il tonne contre l'amnistie, même si depuis quelque temps il a l'impression de prêcher dans le désert, y compris auprès de certains de ses « compagnons ». Il avait promis qu'il saisirait le Conseil constitutionnel. Il y tenait d'autant plus que, depuis la discussion de la première loi sur le financement des partis (celle adoptée à la fin de la « cohabitation »), il se demande si la Constitution, qui, dans son article 4 prévoit que les partis politiques « se forment et exercent leur activité librement », permet un financement public des partis. Or, à l'époque, le Conseil n'avait pu trancher cette question, pas plus qu'il ne s'était prononcé sur l'amnistie, puisque lui n'avait pris le risque de lui soumettre le texte de la loi.

## M. Rocard prend le relais de M. Mazeaud

Une session de rattrapage aura lieu cette fois. Mais, à son grand regret, M. Mazeaud n'y est pour rien. Pour que des parlementaires puissent saisir les gardiens de la Constitution, ils doivent être, en effet, au moins soixante. Et le député RPR n'a pas trouvé suffisamment d'amis pour l'accompagner dans cette démarche. Le groupe parlementaire auquel il appartient n'a fait, en tout cas, aucun effort pour l'aider. C'est, curieusement, M. Michel Rocard qui est venu à son secours.

Comme il l'avait annoncé, le premier ministre a, en effet, saisi, en qualité, le Conseil constitutionnel de la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales, selon une procédure prévue par la Constitution, mais fort peu utilisée. La logique de l'analyse juridique est ainsi respectée. Cette nouvelle législation comprend, en effet, deux textes : une loi « simple » qui inclut la disposition d'amnistie, le financement des partis et des campagnes municipales et cantonales ; et une loi « organique », puisque les modalités d'élection du président de la

République et des députés relèvent de ce type de texte. Or la conformité des lois organiques à la Constitution est obligatoirement contrôlée par les « sages » du Palais-Royal. Et, cette fois, les deux projets sont tellement imbriqués l'un dans l'autre qu'il est difficile d'analyser l'un sans examiner l'autre.

Les financiers occultes de la vie politique vont devoir attendre un peu avant de savoir s'ils sont « blanchis ». D'autant que le Conseil constitutionnel ne manque pas de travail dans les semaines à venir. Il a été saisi, par les députés RPR, de l'amnistie en Nouvelle-Calédonie ; par les députés UDF, des conditions d'expulsion des étrangers en situation irrégulière ; par les sénateurs RPR, de la réforme des structures agricoles ; par les sénateurs RPR ainsi que par les députés RPR et UDF, des mesures sur la Sécurité sociale.

De plus, les députés UDF contestaient la constitutionnalité de la proclamation de l'engagement de responsabilité du gouvernement (article 49, alinéa 3, de la Constitution) par M. Lionel Jospin, en lieu et place de M. Rocard dont il assurait l'intérim, lors de la discussion de la loi de programmation militaire et lors de celle sur la Sécurité sociale. Sur ce dernier point, le Conseil a déjà répondu en validant la loi de finances pour 1990, considérée comme adoptée dans les mêmes conditions. La jurisprudence peut évoluer ; elle ne peut être renversée en quelques jours.

THIERRY BRÉMER

## En Corse-du-Sud

## Un hôtel entièrement détruit par une charge explosive

Installé à Sagone, à quarante kilomètres au nord d'Ajaccio (Corse-du-Sud), un hôtel, fermé l'hiver, a été entièrement détruit, samedi soir 30 décembre, par une forte charge d'explosifs. Il n'y a pas eu de victimes. Il s'agit de l'hôtel U Riposo, classé deux étoiles et comptant vingt-deux chambres sur deux étages. La charge a été évaluée à une centaine de kilos d'explosifs. Des bouteilles de gaz, dont une dizaine ont récemment été volées dans la région, ont également pu être utilisées, indiquent les gendarmes.

En l'absence d'une revendication, les enquêteurs, sans exclure aucune hypothèse, estimaient cependant, dimanche matin, que l'attentat serait plutôt une affaire de droit commun qu'une opération à caractère politique.

## Ce siècle avait un an...

Avec le début des années 1990, on parle de notre entrée dans la dernière décennie du vingtième siècle. Certes, décennie est une période de dix ans. Une décennie peut donc prendre n'importe quelle année comme point de départ, puis compter dix ans.

La décennie 80 aurait commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1980 à 0 heure et se serait achevée le 1<sup>er</sup> janvier 1990 à 0 heure. Mais la dernière décennie du vingtième siècle ne commencera que le 1<sup>er</sup> janvier 1991. Quant au vingt et unième siècle, il commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et non le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

On oublie en effet trop souvent qu'il n'y a pas eu d'année zéro. Le début de notre ère chrétienne a été fixé arbitrairement et a posteriori au 1<sup>er</sup> janvier de l'an 1 à 0 heure, moment où s'est achevée l'année — 1. Un siècle ayant cent ans, le premier cycle s'est donc achevé le 1<sup>er</sup> janvier de l'an 101 à 0 heure. Un enfant né le 1<sup>er</sup> janvier de l'an 1 a eu un an le 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2, et s'il avait vécu cent ans, aurait été centenaire le 1<sup>er</sup> janvier 101. Le Grand Larousse encyclopédique est formel : « Siècle : période de cent ans numérotée de 1 à 100, de 101 à 200, de 201 à 300 etc. »

Nous avons donc encore un an pour nous préparer à entamer la dernière décennie du vingtième siècle et onze ans avant d'arriver, le 1<sup>er</sup> janvier 2001, au vingt et unième siècle.

Y. R.

## BERLIN

## Accident à la porte de Brandebourg : un mort au moins cinquante blessés

Les joyeuses retrouvailles de dizaines de milliers d'Allemands de l'Est et de l'Ouest venus fêter ensemble le Nouvel An à la porte de Brandebourg, à Berlin, ont été assombries par l'effondrement d'un écran de télévision géant, qui a coûté la vie à une personne et blessé de cinquante à trois cents autres, selon que l'on se fie aux chiffres de la police ou aux témoignages.

Des jeunes gens ivres voulant à tout prix monter sur la porte de Brandebourg ont pris d'assaut une structure légère d'aluminium soutenant un écran géant, qui s'est écroulé sous leur poids lundi 1<sup>er</sup> janvier vers 1 heure du matin. Après l'accident, les abords de la porte de Brandebourg, jonchés de débris de verre, étaient encore parcourus par des centaines de jeunes en bandes, buvant au goulot, chantant et criant.

Le jeune homme tué lors de la chute de la structure métallique n'avait pas encore été identifié lundi matin 1<sup>er</sup> janvier. La police avait en vain tenté de persuader, à l'aide de porte-voix, les jeunes de descendre de l'écran géant. « Finalement, la structure s'est brisée net, et les gamins sont tombés les uns contre les autres de 5 mètres de haut », a raconté un policier. « La fête a été gâchée par ceux qui voulaient faire du grabuge, qui sont allés jusqu'à déchirer le drapeau de RDA et ont causé des dégâts considérables sur une aile de la porte de Brandebourg », a regretté un autre policier est-allemand.

(A.F.P.)

Dans son message du 1<sup>er</sup> janvier consacré à l'écologie

## Le pape lance un appel à une meilleure répartition des ressources

Pour la première fois, le pape a consacré entièrement un document au thème de l'écologie. Dans son message annuel du 1<sup>er</sup> janvier, pour l'Eglise catholique, est la Journée mondiale de la paix. Jean-Paul II dénonce « l'exploitation désordonnée » des ressources et la « détérioration » de la qualité de la vie, qui sont devenues des causes de déséquilibre mondial.

Le pape fait de la « crise écologique » un problème moral majeur, car le respect de la vie et « l'intégrité de la création » son en jeu. Il déplore la « destruction incontrôlée des espèces animales et végétales », puis, à propos de la recherche biologique, les « manipulations génétiques menées sans discernement », et ajoute-t-il, « toutes les interventions inacceptables qui sont à l'origine même de la vie humaine ».

Jean-Paul II appelle de ses vœux une plus grande coopération internationale pour améliorer le système de gestion des ressources car, pour lui, la plupart des déséquilibres écologiques proviennent d'une mauvaise répartition des biens :

H.T.

## URSS

## Violentes manifestations en Azerbaïdjan et dans l'Oural

Une foule en colère a expulsé la direction locale du Parti communiste, la police et le conseil municipal de la ville de Djilabard, en Azerbaïdjan, après la répression brutale d'une manifestation qui a fait un mort par balle et cent cinquante blessés, ont rapporté samedi 30 décembre les journalistes locaux.

Les incidents ont débuté lors de l'intervention de la police, qui a ouvert le feu aux premières heures de la journée de vendredi contre des milliers de manifestants rassemblés devant le siège local du PC pour dénoncer les abus du pouvoir.

Cette intervention s'est soldée par la mort d'un jeune homme de dix-neuf ans, et cent cinquante personnes au moins ont été blessées, a déclaré à l'agence Reuters Nadjav Nadjav, journaliste membre du Front populaire azerbaïdjanais.

Les forces de l'ordre ont alors été débordées par la foule et contraintes de prendre la fuite après avoir déposé leurs armes. Les responsables du parti et de la municipalité les ont imités, a-t-il ajouté.

« Le pouvoir est dans les mains du peuple. Le parti, la police et les responsables locaux n'ont plus aucun pouvoir », a déclaré un autre journaliste, Nazim Ragimov, contacté à Bakou, la capitale de la République.

## Manifeste conservateur à Moscou

Dans l'Oural, des milliers d'habitants de Sverdlovsk ont bloqué la circulation et réclamé la démission des autorités locales lors d'une manifestation spontanée contre la pénurie de vodka pour les fêtes du Nouvel An.

La police a dû intervenir pour disperser ces consommateurs en colère qui se sont rassemblés, vendredi, sur la grand-place de la ville pour réclamer aussi des réformes politiques, a rapporté la Komsomolskaïa Pravda en parlant de « révolte du vin ».

A Moscou, une dizaine de mouvements conservateurs parus dans d'autres part rendus publics, ce week-end, une plate-forme politique commune en vue des prochaines élections.

## Vol chez Matisse

Cinq toiles et des dessins de Matisse, dont la valeur totale est estimée entre 75 et 100 millions de francs, ont été volées dans la maison même où le peintre est mort, le 3 novembre 1954. Le voleur s'est introduit par le toit dans l'appartement, inoccupé depuis la fin du mois de novembre. Plusieurs résidences voisines avaient déjà été cambriolées. Le vol a été découvert le 29 décembre.

## EN BRIEF

■ Annulation de la visite de M. Jozsef Sverdlow. — Le ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a dû annuler vendredi sa visite à Sverdlow, dans l'Oural, à la suite des manifestations de protestation contre la pénurie de vodka dans la ville. Il s'est rendu, à la place, à Toulou, à environ 250 kilomètres au sud-ouest de Moscou. — (A.F.P.)

■ Le courant Socialisme et République du PS existe toujours dans les Bouches-du-Rhône. — Bien que son chef de file, M. Philippe Sanmarco, ait décidé de retourner dans la famille mitterrandiste du Parti socialiste (le Monde daté 31 décembre-1<sup>er</sup> janvier) le courant Socialisme et République (courant Chevènement) continue d'exister dans la fédération des Bouches-du-Rhône de cette formation. « La décision de Philippe Sanmarco est personnelle et n'engage que lui », ont indiqué, dimanche 31 décembre, MM. Henri d'Attilio, Marius Masse, députés, et Jean Bonat, vice-président du conseil général des Bouches-du-Rhône, tous trois membres du courant Socialisme et République.



VOUS SOUHAITE UNE BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 1990

34, rue Duguesne 75009 Paris

Tél. : 42-80-66-16

## Les Coréées à leur tour ?

La Corée du Sud a resté longtemps le premier accusé de la « guerre froide ». Kim Il-sung, président des deux Corées depuis 1953, Séoul, a proposé de proposer un accord de paix sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.

Une trêve de détente a été déclarée à la fin de la guerre froide. L'initiative des deux Coréées, qui ont séparé les deux Corées, a été accueillie avec enthousiasme. Les deux Coréées ont signé un accord de paix sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.

Depuis les manifestations étudiantes de la Corée du Sud, une trêve de détente a été déclarée. L'initiative des deux Coréées, qui ont séparé les deux Corées, a été accueillie avec enthousiasme. Les deux Coréées ont signé un accord de paix sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.

Les deux Coréées ont signé un accord de paix sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972. L'initiative des deux Coréées, qui ont séparé les deux Corées, a été accueillie avec enthousiasme.

Une ouverture serait, pour la Corée du Nord, une chance de devenir une sorte de zone libre de commerce et de flux d'investissements. Les deux Coréées ont signé un accord de paix sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.

Une ouverture serait, pour la Corée du Nord, une chance de devenir une sorte de zone libre de commerce et de flux d'investissements. Les deux Coréées ont signé un accord de paix sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.

Une ouverture serait, pour la Corée du Nord, une chance de devenir une sorte de zone libre de commerce et de flux d'investissements. Les deux Coréées ont signé un accord de paix sur le modèle de celui conclu entre la RFA et la RDA en 1972.